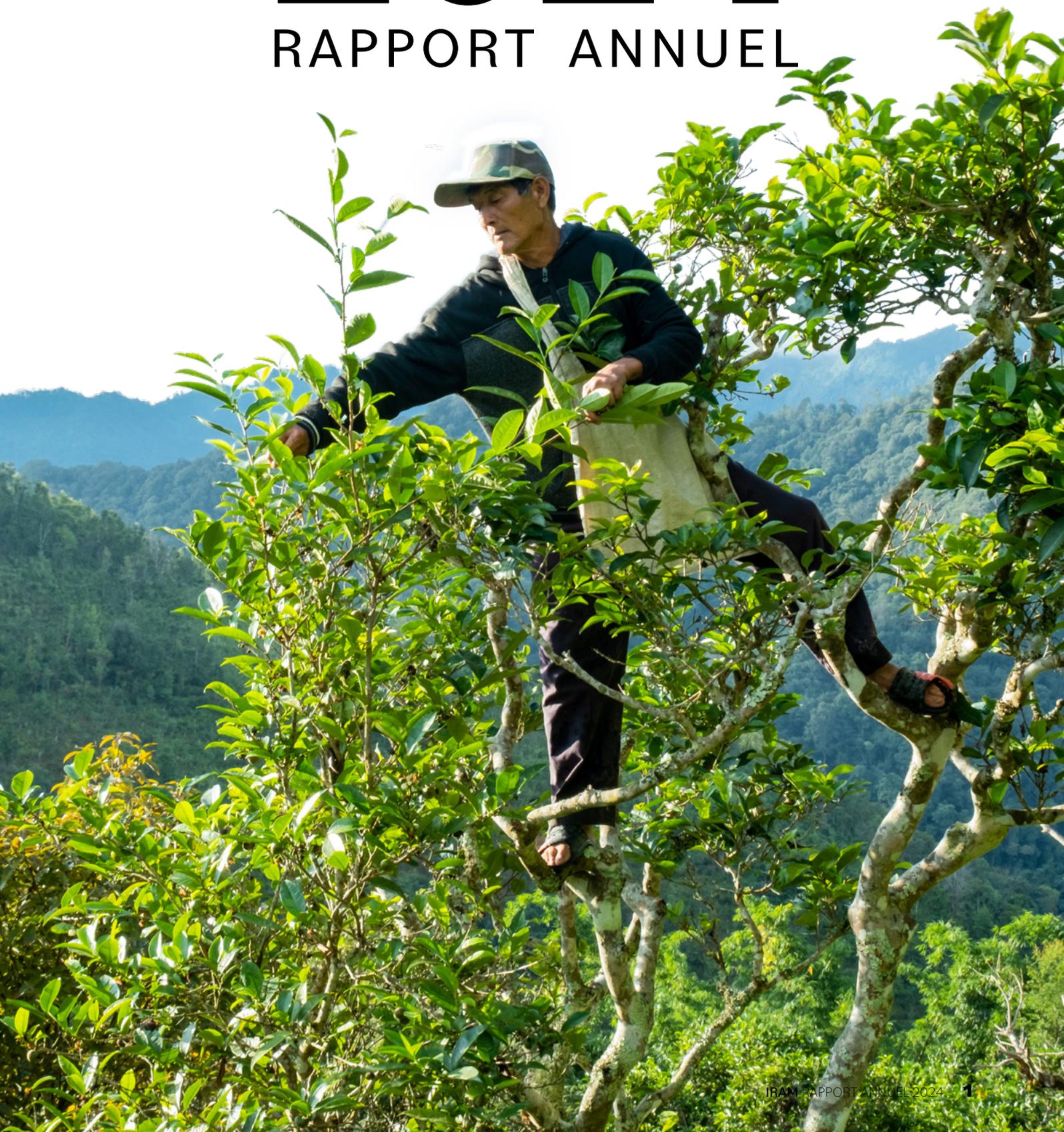


iram

# 2024

## RAPPORT ANNUEL



# Sommaire

Éditorial .....	3
Une expertise indépendante, éthique et exigeante. ....	4
Organigramme de l'équipe .....	6
Vers une diversification de nos pays d'intervention .....	7
L'Iram face à l'urgence climatique .....	8
Interroger les relations entre exploitation minière artisanale et développement rural. ....	9
Investir dans la recherche pour innover et nourrir nos partenariats .....	10
 PANORAMA GLOBAL DES ACTIVITÉS 2024 .....	 12
 NOS ACTIVITÉS, PAR AXE STRUCTURANT	
 Renforcer la durabilité et la résilience des systèmes de productions .....	14 > 17
 Renforcer la durabilité et la résilience des systèmes pastoraux. ....	18 > 20
 Protéger les populations vulnérables des risques alimentaires et nutritionnels .....	21 > 23
 Contribuer à un développement et un aménagement plus durable et concerté des territoires .....	24 > 26
 Soutenir la viabilité de filières porteuses de progrès sociaux, économiques et environnementaux .....	27 > 30
 Lutter contre les inégalités liées au genre et à la jeunesse .....	31 > 33
 RAPPORT FINANCIER .....	 34
 PARTENAIRES .....	 36
 NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS .....	 38

# Éditorial

Ces dernières années, notre contexte d'intervention a été marqué par des crises multiples nécessitant une adaptation constante de l'Iram, ce dont nous avons rendu compte dans les rapports d'activité précédents.

Mais désormais, au-delà des crises sécuritaires, climatiques et politiques qui continuent d'affecter les populations de nombreux pays où l'Iram intervenait récemment — plus particulièrement au Sahel, en Afrique centrale, et en Haïti — de nouvelles contraintes pèsent désormais sur la nature même des engagements et de nos actions.

En effet, 2024 a été marquée par un mouvement important de repli à l'encontre des politiques et pratiques de coopération. Ce mouvement concerne d'une part les pays d'intervention, où des mouvements sociaux et politiques parfois profonds questionnent de plus en plus les acteurs de la coopération internationale, qui demeurent, dans leur ensemble, associés à des pratiques post-coloniales. Il concerne également les pays occidentaux — dont dépend encore largement le financement de nos actions — traversés par des crises politiques et budgétaires, et où les opinions publiques ainsi que les politiques gouvernementales remettent en question le bien-fondé des politiques de coopération. Le nouveau gouvernement des États-Unis a ainsi brusquement supprimé les actions visant à réduire le dérèglement climatique, la lutte contre les différentes formes d'inégalités et d'exclusion, y compris de genre et l'engagement des États-Unis à soutenir les biens publics mondiaux. La France et l'Europe sont elles aussi marquées par des mouvements de repli, et les engagements en faveur de la solidarité internationale y sont également menacés. En 2025, les dotations budgétaires françaises en faveur de la coopération internationale ont été réduites de 37% par rapport à 2024.

Ces évolutions ont fortement impacté notre action, et en particulier la continuité de nos engagements dans les pays du Sahel, où la coopération française s'est retirée, entraînant le non-renouvellement de certains programmes stratégiques et le risque d'érosion de partenariats historiques. Elles ont également amplifié une tendance à la réduction de nos marges de manœuvre économiques, qui se traduit en 2024 par un déficit financier significatif pour l'organisation.



Face à cette situation, l'Iram a réaffirmé sa volonté d'agir. Depuis fin 2023, nous avons engagé une diversification de nos zones d'intervention (page 7), tout en consolidant nos partenariats existants. Nous renforçons également notre positionnement dans un environnement changeant, par des investissements ciblés :

- une réflexion interne sur la mobilisation de nos compétences autour d'enjeux partagés, comme la durabilité des systèmes alimentaires (page 22);
- une journée d'étude sur l'artisanat minier, enjeu crucial pour le développement rural mais encore peu pris en compte (page 9);
- le renforcement de nos capacités en recherche et évaluation d'impact de nos actions (pages 10 et 11);
- des avancées méthodologiques autour de la géomatique, de l'analyse quantitative, et plus récemment, d'un usage raisonné de l'intelligence artificielle;
- la rationalisation de nos outils internes de gestion de l'information.

Enfin, l'année 2024 a vu l'aboutissement du chantier de prospective « Iram 2040 », qui alimente la préparation de notre futur projet associatif 2026-2030, lancée en fin d'année.

L'Iram est une organisation ancienne et solide, qui a su s'adapter à des évolutions et des crises internes et externes. Du fait de résultats économiques positifs les années antérieures, la pérennité de la structure n'est pas menacée par le déficit enregistré en 2024.

Le sens de notre action, la solidité de nos liens partenariaux, la vigueur et le renouvellement de notre équipe, la force de notre modèle de gouvernance participative sont autant d'atouts pour la résilience de l'Iram. Et d'ailleurs, nous sommes mobilisés pour valoriser et mettre en perspective toutes ces dimensions de son histoire à travers la conduite du chantier « Histoire et mémoires », et commençons, à travers ce chantier, à nous préparer activement à fêter nos 70 ans ! ✨

Isabelle DROY,  
PRÉSIDENTE DE L'IRAM

# Une expertise indépendante, éthique et exigeante

**L'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram)** est un bureau d'études associatif travaillant dans le domaine de la coopération internationale depuis 1957. À travers ce terme s'exprime un des traits forts de l'identité de l'Iram : la volonté d'associer une expertise indépendante, éthique et exigeante pour un monde plus juste et solidaire.

Notre priorité est de renforcer les capacités des acteurs et des institutions que nous accompagnons. Aussi nous attachons une importance majeure à l'appui aux processus d'élaboration et de mise en œuvre des stratégies et des politiques publiques, ainsi qu'à la construction de dispositifs de services au profit des acteurs locaux.

## GOVERNANCE ET ÉQUIPE

Le groupe Iram est organisé selon une **structure duale** constituée d'une société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU), Iram Développement, dont l'actionnaire unique est l'association Iram. Le groupe Iram fonde son identité sur un modèle de **gouvernance collective et participative**, impliquant les membres de l'association et l'équipe salariée de la SASU.

## L'ASSOCIATION

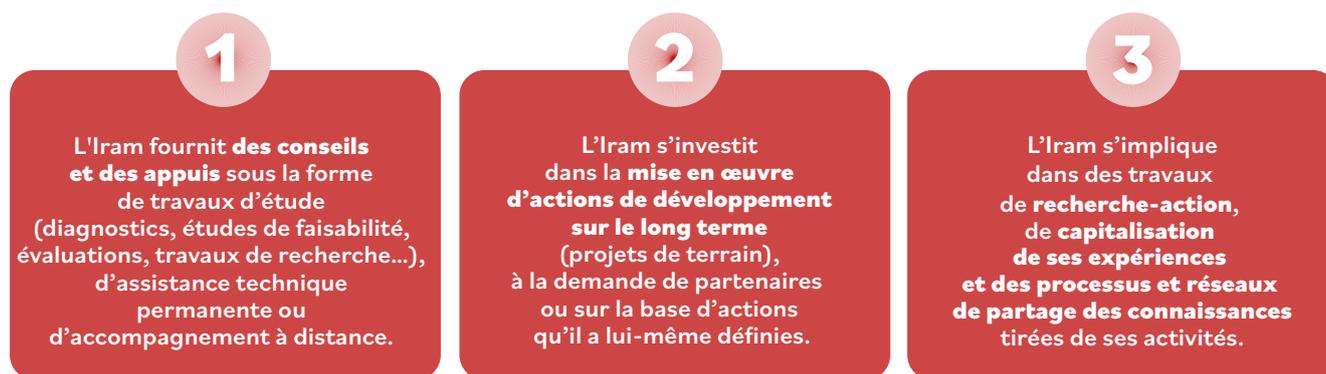
L'association Iram porte le projet associatif du Groupe et veille à sa mise en œuvre. Elle est composée de trois instances. **L'Assemblée générale**, rassemblant une centaine de membres, se réunit annuellement pour définir les orientations stratégiques et adopter les rapports statutaires. Outre ces missions, les membres de l'association s'impliquent dans de nombreux chantiers fondamentaux pour l'évolution de l'Iram : réflexions sur la prospective ; travaux sur l'histoire, les mémoires et les archives de l'institut ; ou encore projets de recherche en lien avec nos interventions. En 2024, deux personnes ont rejoint l'assemblée générale : Paul Belchi et Robin Lesage, tous deux salariés de l'Iram.

Un **Conseil d'administration** est élu par l'AG tous les quatre ans, il joue un rôle de suivi rapproché des activités du groupe et de vigilance, par le biais d'appui-conseil, de soutien à certains chantiers, d'animation de l'association, mais aussi en exerçant une veille sur les activités entreprises par le groupe. Sa composition a été renouvelée lors de l'Assemblée générale du 27 juin 2023.

## L'action de l'Iram porte sur trois grands enjeux :



## L'Iram agit selon trois grandes modalités :



**Pour mettre en œuvre cet accompagnement, l'Iram s'appuie sur trois grands principes fondamentaux :**

1

**Le sur-mesure pour s'ajuster au contexte et aux acteurs :** il s'agit de privilégier une analyse fine du contexte, en prenant en considération, au-delà d'une approche technique, la nature des rapports sociaux, économiques, environnementaux et politiques afin de proposer des méthodes d'intervention adaptées aux besoins des acteurs et territoires.

Pour cela, l'Iram a la chance de pouvoir s'appuyer sur une équipe pluridisciplinaire, sur ses partenariats inscrits dans la durée et sur la transmission entre générations des connaissances accumulées depuis sa création.

2

**L'ancrage à un réseau de partenaires pour affronter les crises et mutations ensemble :** l'Iram recherche systématiquement la collaboration avec des structures nationales ou régionales, telles que des bureaux d'études ou des ONG, à travers des partenariats privilégiés. Le développement d'une telle stratégie d'alliances vise à mieux appréhender les réalités locales, à renforcer la pérennité des actions entreprises et à étendre la portée politique des résultats obtenus dans le cadre des projets et travaux auxquels contribue l'Iram.

3

**L'intégration du meilleur des innovations technologiques :** l'Iram s'est engagé dans la formation de ses équipes et le développement de compétences en matière de nouvelles technologies (formation et accompagnements à distance, outils numériques de suivi-évaluation, geodata, numérisation de services...), tout en s'efforçant de mener une réflexion sur les intérêts et les limites de tels outils numériques dans le cadre de ses activités.

Le **Conseil d'analyse stratégique** apporte un regard plus externe sur des enjeux liés à nos contextes et domaines d'intervention et renforce la fonction de veille du conseil d'administration. Ces deux dernières années, ce conseil d'analyse a en particulier alimenté nos réflexions sur l'évolution du contexte et sur la perspective. Ces travaux constituent un élément important dans le processus de révision de notre Projet stratégique, qui a démarré en fin d'année 2024

## LE BUREAU D'ÉTUDE ET L'ÉQUIPE SALARIÉE

Iram développement est l'entité économique qui emploie l'ensemble de l'équipe, et ainsi soutient la mise en œuvre du projet associatif. Le collectif de l'équipe salariée est décisionnaire au sujet de la direction, du programme de mise en œuvre du projet associatif, et de l'ensemble des choix et orientations importantes pour le bureau d'étude. L'équipe salariée est composée début 2025 de 34 personnes, dont 10 assurant des fonctions transversales d'appui aux activités techniques. Elle est soutenue par un réseau d'experts indépendants dont certains en accompagnement des actions de terrain pluriannuelles.

En 2024, l'équipe a été rejointe par Rachel Effantin, qui travaille notamment sur les enjeux de gestion des ressources naturelles et de concertation territoriale, en particulier dans les territoires agropastoraux.

En 2023, l'Iram a également eu la chance de bénéficier de l'appui précieux de plusieurs personnes stagiaires ou bénévoles : Najma El Bakkali pour la préparation

## LES MEMBRES DU CA DE L'IRAM



**PRÉSIDENTE :** Isabelle Droy

**TRÉSORIER :** Gilles Goldstein

**SECRÉTAIRE :** Agnès Lambert

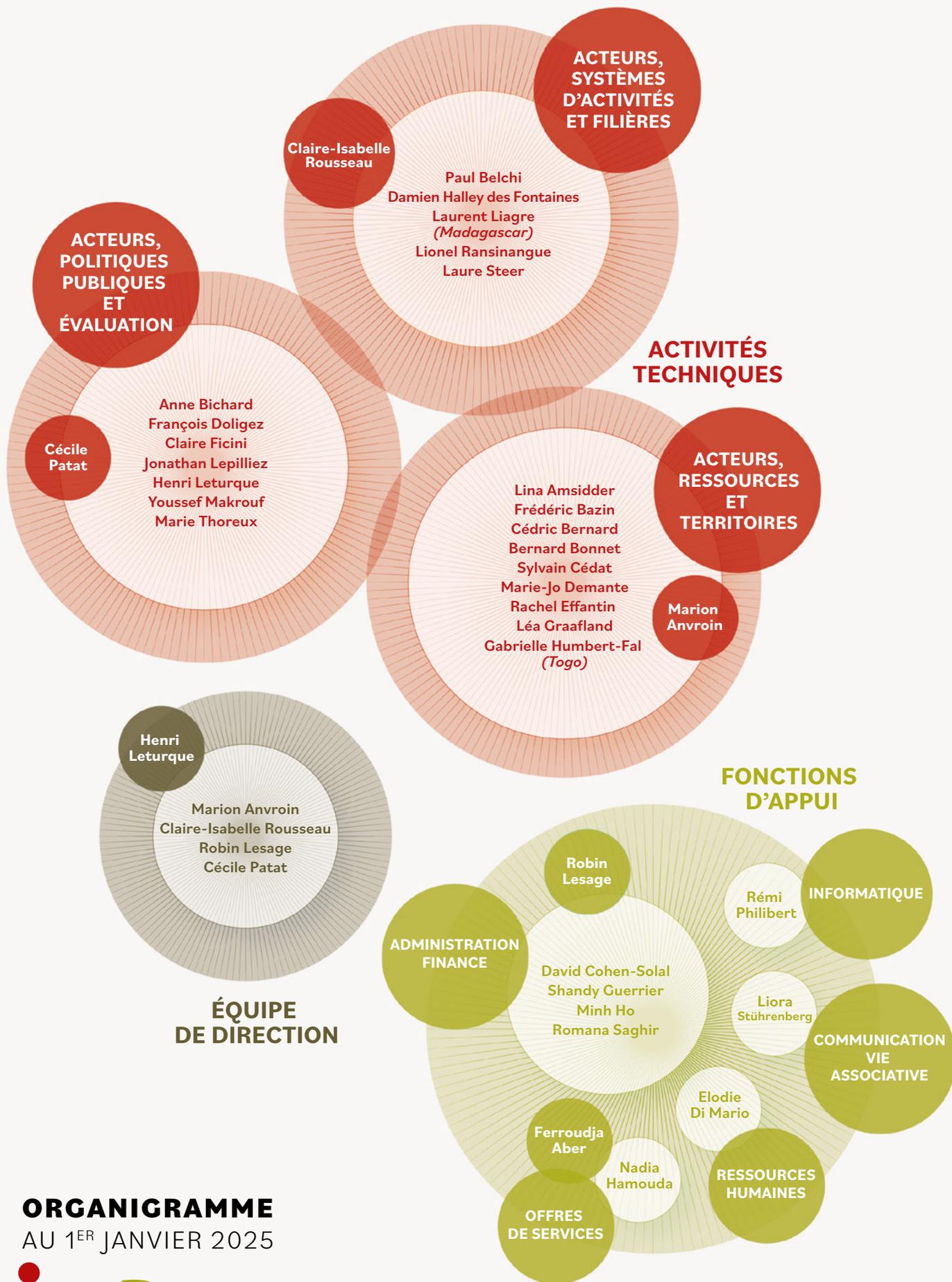
### MEMBRES ASSOCIÉS :

Pascal Babin, Etienne Beaudoux, Benoît Lallau, Damien Mermet, Jean-Michel Sourisseau

### MEMBRES PROFESSIONNELS :

Ferroudja Aber, François Doligez, Laurent Liagre, Claire-Isabelle Rousseau (suppléante) et Laure Steer

de notre journée d'étude annuelle, Séta Dembaga pour appuyer une étude sur les organisations paysannes et Raphaël Ouass pour la constitution d'une base de données sur tous les personnels Iram depuis la création de l'institut. ✨



**ORGANIGRAMME**  
AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025

**iram**

# Vers une diversification de nos pays d'intervention

**Dans un contexte politique, sécuritaire et financier de plus en plus contraint, l'Iram poursuit ses objectifs de diversification géographique, qui s'appuie sur de nombreuses réflexions internes ainsi que des efforts renforcés de développement des activités et des partenariats par l'ensemble de l'équipe salariée.**



Paysage agricole dans la région de Domoni, Anjouan (Comores). © Sylvain Cédât (Iram)

Une grande partie de l'activité de l'Iram est historiquement concentrée dans les pays sahéliers. Cette orientation va de pair avec notre approche privilégiant le développement de partenariats de long terme avec les acteurs publics et privés de ces pays, ainsi qu'une connaissance approfondie de leurs contextes, des réseaux et des trajectoires historiques. Grâce à des liens solides et solidaires, l'Iram a pu, malgré des contraintes sécuritaires croissantes, maintenir ses engagements en appui aux acteurs de la région.

Depuis 2022, le contexte politique au Sahel a conduit à une réduction des engagements de certains partenaires techniques et financiers de l'Iram dans cette région. Ces dynamiques sont aujourd'hui amplifiées par la diminution globale des financements dédiés à la coopération internationale dans de nombreux pays de l'OCDE.

Dans ce contexte difficile, la poursuite de nos engagements et partenariats au Sahel demeure une priorité. Elle se traduit par de nombreuses activités d'appui aux institutions d'intégration régionale, telles que le Cilss et la Cedeao, et, quand cela est possible, aux acteurs locaux. En parallèle, l'Iram cherche à diversifier ses zones d'intervention en s'appuyant sur ses réseaux et sa connaissance d'autres territoires.

Cette dynamique concerne le golfe de Guinée, dans des pays comme la Guinée ou le Bénin où nos engagements et réseaux sont anciens, mais aussi là où notre présence est plus récente, comme en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire ou au Nigeria. L'Iram a également développé ses activités à

Madagascar et dans l'océan Indien, avec une représentation géographique établie à Madagascar depuis plus d'une décennie. Depuis trois ans et bénéficiant de partenariats très anciens, l'Iram mène aussi des activités régulières aux Comores. En Asie du Sud-Est, le développement d'activités a pu s'appuyer sur un accord structuré avec le bureau Arte-Fact basé au Cambodge.

Plus récemment, l'Iram a établi un partenariat avec la coopération belge en République démocratique du Congo et, plus largement, en Afrique centrale. De nouvelles perspectives se développent, notamment pour renouveler nos engagements en République centrafricaine. L'Afrique du Nord, et particulièrement la Tunisie, a aussi fait l'objet de plusieurs travaux en appui aux acteurs locaux, sur les enjeux de gestion des ressources naturelles, de mobilité pastorale, d'appui au développement des territoires, ainsi que de formation et conseil agricole.

Enfin, l'Iram cherche à développer une part plus importante de ses activités en France et dans les territoires d'outre-mer. Cela se traduit par des actions visant à faciliter les échanges de pratiques entre acteurs en France, au Sahel et en Afrique du Nord, notamment sur la sécurisation des systèmes pastoraux. L'Iram est également engagé depuis plusieurs années dans l'appui aux politiques agricoles et alimentaires en Polynésie. L'Iram ambitionne de développer ses activités d'appui technique à la gestion concertée des territoires ruraux ainsi qu'à l'élaboration et l'accompagnement de plans alimentaires territoriaux en France. ✨

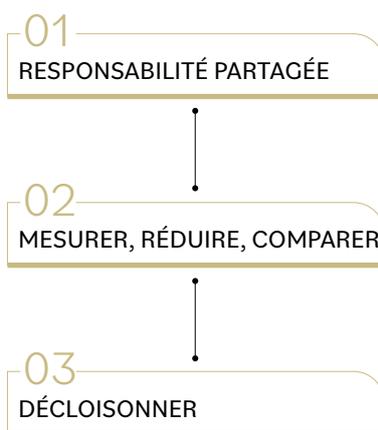
# L'Iram face à l'urgence climatique

Face aux changements climatiques, l'Iram travaille à limiter les émissions de gaz à effet de serre de ses pratiques et à promouvoir des systèmes alimentaires vecteurs d'équité sociale, résilients face aux dérèglements climatiques et respectueux de la santé humaine, de la biodiversité et de l'environnement.

## Modalités essentielles



## Principes directeurs



## Recommandations méthodologiques



Les principes adoptés par le Groupe initiatives sur la responsabilité climatique des organisations. Le premier fait référence aux principes fondateurs de la Convention cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, de responsabilité commune mais différenciée. Il s'agit de prendre en compte la spécificité de nos activités au service du droit au développement, sans s'extraire de l'objectif collectif de réduire notre empreinte carbone. Pour en savoir plus : [groupe-initiatives.org/Traverses-No-52-La-responsabilite-climatique-des-organisations](https://groupe-initiatives.org/Traverses-No-52-La-responsabilite-climatique-des-organisations)

L'urgence climatique se fait de plus en plus sentir: températures records, sécheresses, inondations, feux de grandes ampleurs, etc. Si tous les continents en subissent les effets, dans les pays du Sud, les conséquences sont désastreuses. Face à ces évolutions, les organisations de solidarité internationale comme l'Iram disposent de deux leviers d'actions:

- > Atténuation: réduire les émissions de gaz à effet de serre issues de leurs pratiques et favoriser la territorialisation des systèmes alimentaires afin de réduire la dépendance aux longues chaînes logistiques;
- > Adaptation: déployer des stratégies durables au profit des populations locales qui prennent en compte l'évolution du climat des territoires d'intervention.

Le soutien à la durabilité et à la résilience des systèmes alimentaires fait partie depuis longtemps de nos priorités. Nous appuyons les organisations et les politiques en faveur de filières produisant des aliments de qualité issus de productions locales, selon des pratiques respectueuses de l'environnement et de la biodiversité. Nous accompagnons les dynamiques de gestion concertée des ressources naturelles, et soutenons depuis des décennies les systèmes pastoraux, les mieux à même de répondre aux besoins en produits animaux tout en préservant les écosystèmes.

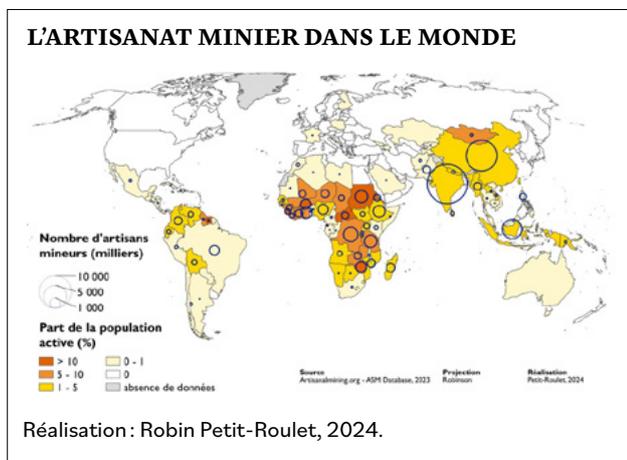
Depuis 2020, l'Iram a aussi engagé un processus de réduction de son empreinte environnementale, en l'inscrivant dans une démarche collective portée par le Groupe initiatives. Nous avons contribué en 2023 à l'organisation d'une journée d'étude sur la responsabilité climatique des organisations, qui a permis aux membres du Gi d'interroger leurs pratiques et de mieux intégrer ces enjeux. Cette journée a donné lieu à une capitalisation et à une note de positionnement.

Dans le prolongement de ces réflexions, nous avons élaboré en 2024 un forfait mobilités durables pour les trajets domicile-travail des salariés. Nous avons aussi obtenu un financement du Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel géré par Coordination SUD, qui nous a permis de disposer d'un appui du Gret pour nous doter de méthodes de mesure de notre empreinte carbone et pour définir collectivement une stratégie qui sera élaborée dans le courant de l'année 2025.

D'ici là, nous continuons d'organiser des activités de sensibilisation de nos équipes. Nous poursuivons aussi notre stratégie historique d'alliances avec des structures nationales ou régionales. Outre la pérennité des actions entreprises et une connaissance fine des contextes locaux, ces partenariats garantissent la qualité de nos appuis à distance, indispensables pour limiter notre empreinte carbone. 🌟

# Interroger les relations entre exploitation minière artisanale et développement rural

L'exploitation minière artisanale engendre dans les territoires ruraux des transformations majeures, contrastées, méconnues et controversées. L'organisation avec l'UMR Prodig d'une journée d'étude, d'une exposition de photographies et la préparation d'un ouvrage collectif illustrent les contributions de cette activité au développement, ainsi que ses limites.



Journée d'étude Iram-Prodig du 26 juin 2024. © Iram

L'exploitation minière artisanale est en plein essor depuis les années 2000, devenant une activité rurale de premier plan dans les Suds. En vingt ans, le nombre de travailleurs directement impliqués dans les mines artisanales a été multiplié par trois pour atteindre près de 45 millions de personnes dans le monde. Indirectement, cette activité fait vivre des centaines de millions de personnes, jusqu'à plus de 10% de la population dans certains pays.

Cet essor engendre sur les territoires ruraux des transformations majeures, contrastées, méconnues et souvent controversées. La mine artisanale véhicule de nombreux préjugés issus pour partie d'un imaginaire collectif autour de la ruée vers l'or et nourri par les images fortes des effets, bien réels, de la mine sur l'environnement. Mais cette activité se traduit aussi par une dynamisation de l'économie locale qui peut être un facteur de stabilité y compris dans des régions en marge.

Alors que nous intervenons en appui aux acteurs du développement rural aux Suds, mieux connaître et prendre en compte l'exploitation minière artisanale dans l'analyse des dynamiques rurales nous a semblé indispensable. Avec l'unité mixte de recherche Prodig, nous avons organisé en juin 2024 une journée d'étude qui a rassemblé une centaine de personnes, issues de la

recherche, des organisations de développement et des politiques publiques.

Cette journée a permis de partager réflexions et expériences autour des questions suivantes: Quelles sont les différentes formes d'exploitations minières artisanales? Quelles en sont les dynamiques à l'échelle mondiale et dans les pays africains? Au-delà des préjugés, quels en sont les effets, en particulier pour les femmes et les jeunes? Quelles sont les formes de gouvernance de l'exploitation minière artisanale? Quelles politiques publiques pour une activité minière au service du développement rural?

L'organisation de cette journée a pu compter sur l'appui technique et scientifique de Robin Petit-Roulet, docteur chercheur travaillant sur l'orpaillage, l'agriculture, les politiques publiques et les dynamiques territoriales en Guinée (thèse de doctorat avec l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Prodig et l'Iram), ainsi que de Géraud Magrin (directeur de Prodig) et de Raphaëlle Chevrillon Guibert (IRD/Prodig).

Une exposition de photographies donnant à voir les visages et réalités de l'exploitation minière artisanale est en cours de montage. Un ouvrage collectif sera également publié dans les prochains mois aux éditions de l'IRD. 🌟

# Investir dans la recherche pour innover et nourrir nos partenariats

Depuis 2022, l'Iram finance sur ses ressources propres des projets de recherche-action, qui lui permettent d'innover, d'approfondir avec ses partenaires de longue date des questions jugées prioritaires et de participer à la construction et au partage de connaissances.



Halima Bello a obtenu un financement du projet IYO pour acquérir davantage de vaches laitières. La recherche conduite par l'Iram a montré que, comme pour d'autres jeunes, ce projet a finalement évolué, en restauration dans ce cas. Ces conversions sont perçues comme une réussite. © Julie Erceau (Iram)

## CO-CONSTRUIRE D'AUTRES VOIES DE DÉVELOPPEMENT

L'Iram privilégie une approche d'intervention fondée sur la construction de connaissances, la formulation de propositions à partir de pratiques de terrain et de relations de partenariats durables.

Cette approche suppose une posture « d'organisation apprenante » s'appuyant sur les savoir-faire acquis depuis près de 70 ans, la formation de l'équipe, une démarche d'écoute auprès de nos partenaires, ainsi que des moyens au service de la recherche-action.

Cette mission de recherche nous permet d'innover pour construire d'autres voies de développement dans les pays où nous travaillons. Depuis 2018, l'Iram déclare du crédit impôt recherche; ce levier financier ainsi que le budget associatif nous permettent de déployer nos activités de recherche. Depuis 2022, l'Iram finance ainsi, sur ressources propres, des activités de recherche et d'innovations.

Les projets de recherche sont proposés par l'équipe salariée de l'Iram, en lien avec nos partenaires et les membres. Ils sont examinés par le Conseil d'administration de l'Iram qui en valide le financement.

## DEUX PROJETS DE RECHERCHE FINANCÉS PAR L'IRAM EN 2024

Le premier projet de recherche s'intéresse au rôle des marchés à bétail dans l'économie locale en zone sahéenne. Les marchés à bétail sont des espaces où s'échangent des informations, s'entretiennent des relations et se trouve une multitude de services importants pour les pasteurs. Ils sont positionnés au sein d'une filière longue et complexe basée sur une complémentarité entre les espaces sahéens producteurs et espaces de consommation urbains ou situés plus près des côtes.

Les marchés à bétail font l'objet d'études et d'appuis relativement récents en comparaison avec d'autres domaines (santé animale, aménagement pastoral). Les éléments de gestion « quotidienne » de ces marchés sont mal documentés: quels acteurs interviennent? quelle gouvernance est mise en place? quels sont les leviers d'attractivité? Deux marchés, l'un au Tchad (Karmé), le second au Niger (Soubdou) ont été étudiés à travers des entretiens auprès de plusieurs acteurs: pasteurs, commerçants, institutionnels, services techniques...

L'étude a confirmé le nombre et la complexité des acteurs intervenants et a démontré la vitalité de ces marchés avec un brassage d'un nombre important d'animaux. L'un des enjeux importants pour les marchés étudiés est sans aucun doute leur capacité à accueillir un grand nombre d'animaux et d'acteurs, dans des conditions sanitaires acceptables (accès à l'eau, enclos adaptés...), avec un système de gouvernance juste, inclusif et transparent. La présence de services périphériques est également vu comme un avantage par les pasteurs. Cette étude a soulevé des pistes pour de futurs travaux, et notamment l'analyse des interactions entre les marchés au sein de réseaux.

La seconde recherche s'inscrivait dans la suite du projet I Yeke Oko, clôturé fin 2023, qui avait notamment permis de financer les projets économiques de jeunes femmes et hommes. Des entretiens individuels et collectifs ont permis de documenter les impacts de ces projets: Observé-t-on un accroissement de la capacité à agir et ainsi de la résilience à l'échelle individuelle des jeunes? Comment se traduit-elle en termes de conditions et de moyens d'existence, mais également d'aspirations pour les jeunes? Quels sont les effets des projets individuels sur leur territoire?

Les résultats ont montré que sur 23 jeunes rencontrés, 15 avaient pu démarrer leur projet avec des résultats déjà visibles, 3 avaient opéré une reconversion et 5 avaient finalement abandonné. Pour les jeunes ayant démarré leur projet, celui-ci avait permis une amélioration des conditions d'existence à travers notamment une capacité à mieux se nourrir, à scolariser ses enfants et à se loger de façon autonome. La recherche a analysé plus finement trois dimensions:

- > Décider: l'étude a fait ressortir une augmentation de la capacité à gérer les activités, chez les hommes comme chez les femmes, vis-à-vis d'ainés, de maris, etc., et une plus grande autonomie sur les choix d'organisation.
- > Compter: les jeunes semblent bénéficier d'une reconnaissance de la compétence et des efforts accomplis par l'entourage, contribuant à une meilleure estime de soi et plus de «poids» dans les discussions. Les jeunes femmes peules, notamment, prennent une place plus importante dans le ménage. Les hommes accèdent plus facilement à des postes de pouvoir (groupement d'intérêt pastoral, représentant des jeunes, etc.).
- > Rebondir: la recherche a fait apparaître pour une partie des jeunes une capacité à prendre des initiatives pour changer de projet.

L'étude a aussi permis d'analyser l'ambivalence du système social local avec un rôle essentiel de l'entourage familial, mais aussi une redevabilité forte des jeunes vis-à-vis de la collectivité (village, commune...) avec parfois des pressions qui peuvent impacter négativement les projets.

À ce stade, les effets des projets sur le territoire étaient plus difficiles à mesurer, mais quelques éléments ont déjà pu être identifiés sur le plan économique (création d'emplois, contributions fiscales, renforcement des liens économiques...) et social (renforcement des échanges entre agriculteurs et éleveurs).

## ACCOMPAGNER, VALORISER ET PARTAGER LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

Ces projets de recherche, ainsi que ceux menés en 2023, font l'objet de valorisations. L'étude sur les trajectoires de groupes de pasteurs mobiles soumis à l'insécurité dans les espaces transfrontaliers d'Afrique de l'Ouest et du Centre a ainsi donné lieu à la publication d'un article dans la Revue internationale des études du développement (n°257 / 2025 - 1). La recherche-action sur la réduction des pesticides dans les périmètres maraichers des membres de la Fédération des paysans du Fouta Djallon en Guinée fera l'objet d'un article dans les Cahiers Agri-cultures du Cirad. Ces deux travaux ont fait l'objet de communications, notamment lors des Journées du développement organisées par ATM en mai 2024. ☀

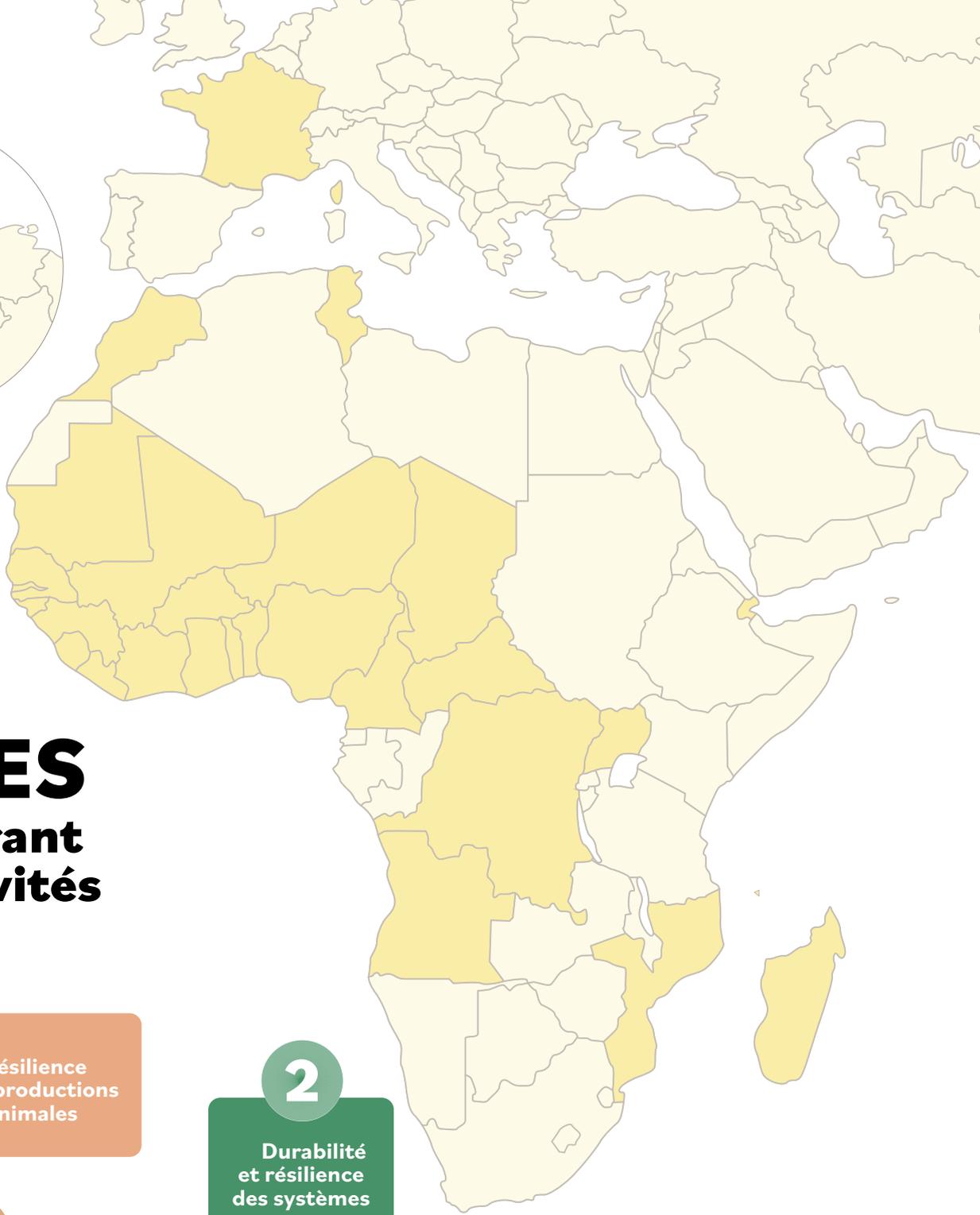
### Interroger et mettre en débat nos pratiques par les formations

Plusieurs membres de l'équipe salariée interviennent au sein de différentes universités et écoles. Cette implication nous permet d'analyser, d'interroger et de mettre en débat nos pratiques.

- Cerdi - Université de Clermont Ferrand, Master Analyse économique et développement international: Animation d'un module sur la gestion décentralisée des ressources naturelles et la sécurité alimentaire.
- Istom, dans le cadre du DA «Développement agricole, Territoires et Transitions», deux salariés de l'Iram interviennent sur le cycle de projets (de la construction d'un projet jusqu'à son évaluation)
- Montpellier AgroParisTech ENGREF Montpellier: Animation d'un module sur la formulation et l'évaluation de projets de développement et de gestion des ressources naturelles; Formation GEEFT Gestion de l'Environnement et des Ecosystèmes Forestiers tropicaux.
- Sciences Po Paris, PSIA, Ecole d'affaires internationales: coordination, avec le Cirad, d'un séminaire sur les politiques publiques et les enjeux agricoles en Afrique.
- Université de Lille - Master Ingénierie du développement et des projets humanitaires: une salariée intervient sur la gestion du cycle du projet
- Université Paris I / IEDES, Masters Développement local et Interventions en zones de crise et post-crise: cours associant théorie et pratique sur le diagnostic de territoire et sur les réponses à appels à projets.
- Université de Rennes, Master Analyse de projets de développement durable: intervention sur la planification de projet
- Université de Versailles - Saint Quentin, Master économie et évaluation du développement et de la soutenabilité: une salariée intervient sur l'évaluation des projets de développement local.



COLOMBIE



# 6 AXES structurant nos activités

1

Durabilité et résilience  
des systèmes de productions  
agricoles et animales

3

Contribuer à protéger  
les populations vulnérables  
des risques alimentaires  
et nutritionnels

5

Viabilité de filières porteuses  
de progrès sociaux, économiques  
et environnementaux

2

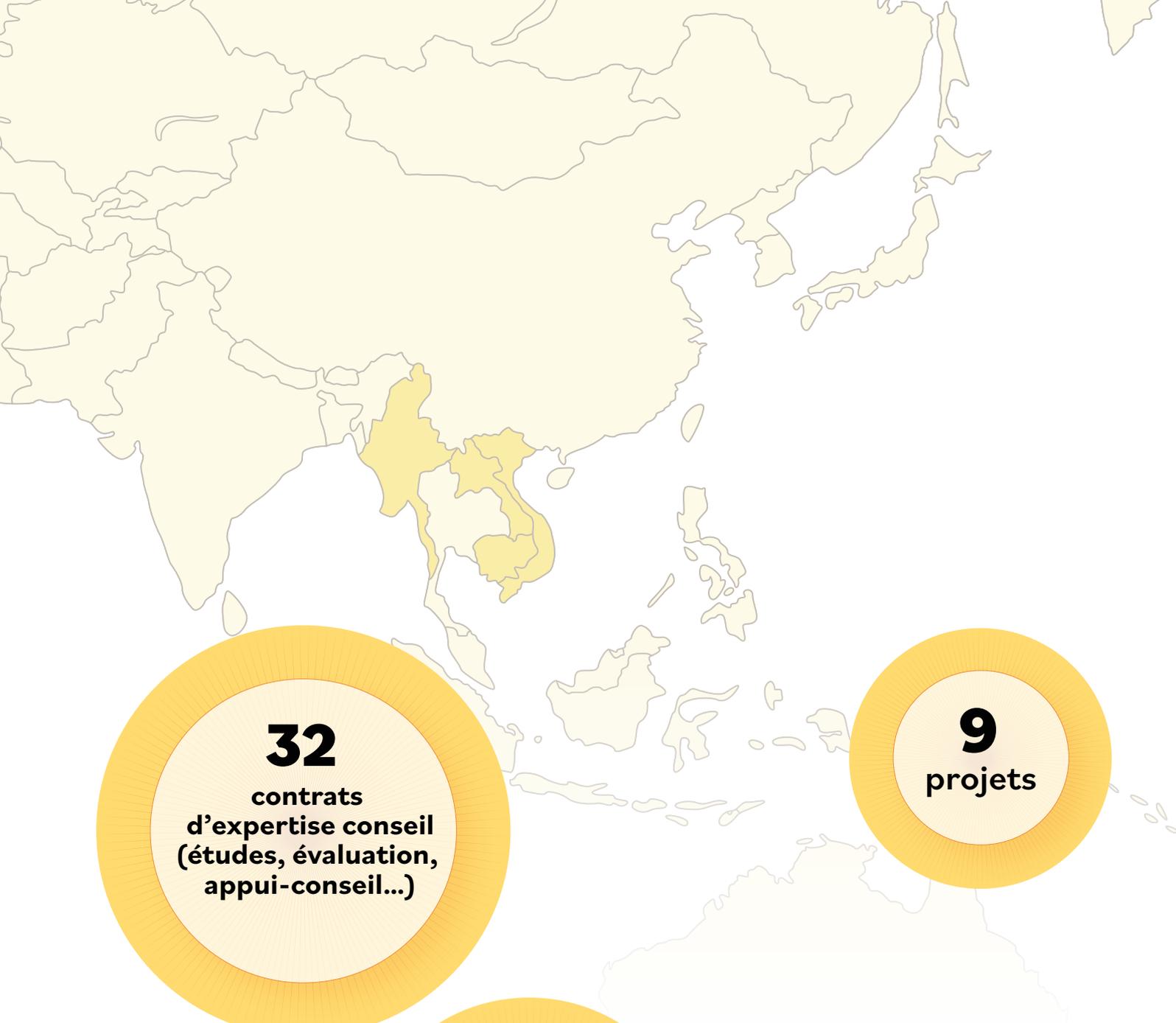
Durabilité  
et résilience  
des systèmes  
pastoraux

4

Développement et aménagement  
durable et concerté des territoires

6

Lutte contre les inégalités  
liées au genre et à la jeunesse



**32**

contrats  
d'expertise conseil  
(études, évaluation,  
appui-conseil...)

**9**

projets

**12**

contrats  
d'assistance  
technique long  
terme

**2**

projets de  
recherche-action

**38 PAYS  
D'INTERVENTION**

# 1

## CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA DURABILITÉ ET DE LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES DE PRODUCTIONS

En 2024, les activités d'appui à la transition agroécologique ont continué d'être majeures. Les activités sur les services agricoles (financement, conseil, irrigation...) se sont poursuivies.

### CEDEAO

2018 > 2024

Assistance technique du Programme agroécologie en Afrique de l'Ouest, mis en œuvre par l'ARAA

PARTENAIRES

AVSF (chef de file), INADES Formation

FINANCEMENT

AFD/UE

### GUINÉE

2019 > 2024

Assistance Technique du Projet d'appui aux systèmes d'activités rizicoles en territoires de mangrove (SARITEM)

PARTENAIRE

BRL Ingénierie

FINANCEMENT

AFD

### GLOBAL

2024

Capitalisation des actions de l'AFD en matière d'accompagnement des organisations de producteurs

FINANCEMENT

AFD

### BÉNIN, BURKINA FASO, ÉTHIOPIE ET MALI

2024

Évaluation de l'accord-cadre 2019-2023 entre SOS Faim et le ministère de l'Europe et des affaires étrangères du Luxembourg

FINANCEMENT

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères du Luxembourg

### AFRIQUE DE L'OUEST

2020 > 2024

Mise en œuvre du projet visant à renouveler les services de conseil agricole pour accompagner les tran sitions agroécologiques de l'agriculture familiale en Afrique sub-saharienne (Acotaf)

PARTENAIRES

Cirad, Inter-réseaux, RESCAR-AOC

FINANCEMENT

MEAE

### TUNISIE

2021 > 2025

Assistance technique auprès de l'APIA pour une structuration d'une offre nationale de conseil dans le cadre du Programme PRIMEA

PARTENAIRES

Ambre - CERFRANCE - AGER

FINANCEMENT

AFD / UE

### TANZANIE

2024

Évaluation du Programme Kilimo Endelevu Arusha pour la gestion durable des terres et la transition agroécologique

FINANCEMENT

AFD

### MAURITANIE

2023 > 2024

Assistance technique pour le lancement et l'opérationnalisation du Projet Intégré de Valorisation des Ressources en Eau (PIVRE)

PARTENAIRES

GITEC, GIC

FINANCEMENT

AFD, Gouvernement mauritanien

### MADAGASCAR

2024 > 2028

Assistance technique de l'action Résilience (Pacte Vert) visant à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations dans le Grand Sud

PARTENAIRES

Eco Consult, IRD/Université de Bordeaux

FINANCEMENT

UE

### FRANCE / POLYNÉSIE

2024

Diagnostic et typologie fonctionnelle des exploitations vivrières dans le cadre du projet « Transition Agro-Vivrière et Agro-Transformation »

PARTENAIRES

Direction de l'Agriculture, Chambre d'agriculture et de la pêche lagonaire, Biofeta

FINANCEMENT

Caisse des Dépôts

### RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

2023 > 2025

Réalisation de diagnostics agraires dans les territoires d'intervention de l'agence belge de développement

PARTENAIRE

Ceformad

FINANCEMENT

Enabel



Activités détaillées pages 15, 16 & 17.

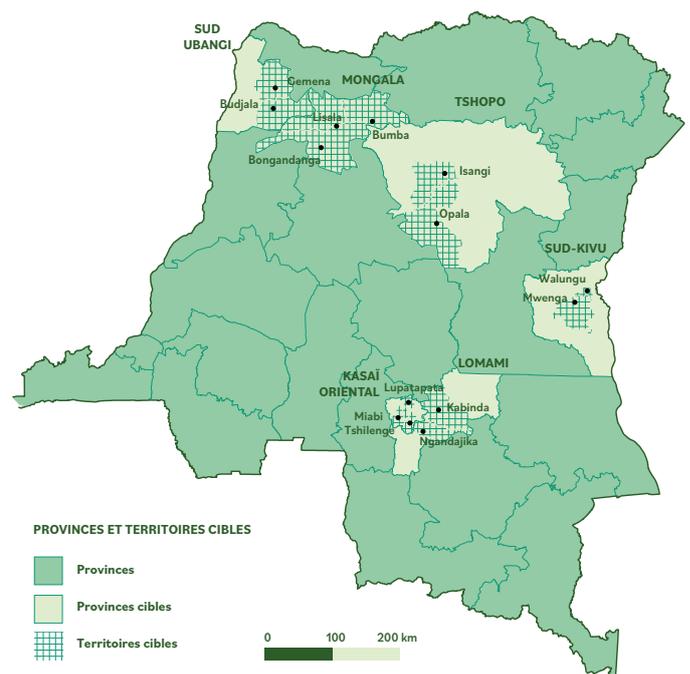
# Des diagnostics agraires en appui à la stratégie d'Enabel en République démocratique du Congo

L'Iram et le Ceformad ont réalisé six diagnostics agraires dans les territoires d'intervention de l'agence belge de développement en RDC. Ils mettent en évidence les défis auxquels font face ces systèmes dont la mise en valeur repose en grande majorité sur l'agriculture familiale paysanne.

Dans le cadre du programme de coopération 2023-2027 entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Royaume de Belgique, l'Iram et son partenaire congolais, le Ceformad, ont réalisé six diagnostics, afin de contribuer à orienter de nouvelles interventions agricoles dans les territoires de cinq provinces ciblées par le programme de coopération (Tshopo, Sud Ubangi, Kasai Oriental, Lomami et Sud Kivu) et de capitaliser sur les actions menées dans la province de la Mongala.

L'étude a mobilisé l'approche du diagnostic agraire, adaptée aux contraintes matérielles et temporelles. Après un cadrage collectif et test de la démarche par les équipes de l'Iram et du Ceformad, les consultants se sont déployés dans leurs provinces respectives pour réaliser les diagnostics. Ils ont été appuyés par les représentations provinciales d'Enabel et ont régulièrement rendu compte de leurs travaux aux comités techniques de suivi provinciaux mis en place, qui regroupaient les autorités déconcentrées, décentralisées et les opérateurs économiques.

Ces diagnostics montrent dans quelle mesure l'agriculture du pays a été marquée par les grandes époques de l'histoire congolaise à partir de la deuxième moitié du vingtième siècle (période coloniale, décolonisation, zaïrianisation, libéralisation de l'exploitation minière...). Les provinces étudiées présentent des agroécosystèmes variés, dont la mise en valeur repose en grande majorité sur l'agriculture familiale paysanne associant en parcelles agricoles consacrées à des productions vivrières (manioc, maïs, haricot, riz...), jardin de case et petit élevage. Ces activités sont complétées par la chasse, la pêche ou la cueillette de produits forestiers, essentiels pour la sécurité alimentaire des ménages et la gestion des risques grâce à la diversification des activités et revenus. Certaines exploitations ont pu davantage capitaliser et se spécialiser. D'autres sont en situation structurelle de vulnérabilité ; ces ménages doivent vendre leur force de travail dans d'autres exploitations. Les diagnostics ont modélisé des systèmes patronaux orientés marchés et des systèmes capitalistes spécialisés (semenciers, palmier à huile intensif, bovins) rencontrés dans les territoires étudiés.



L'étude ciblait 14 territoires, répartis dans 6 provinces de la République démocratique du Congo. © Iram

L'étude souligne aussi les défis auxquels font face ces systèmes : maintien ou amélioration de la fertilité des sols, accès à la petite mécanisation, intégration agriculture-élevage, adaptation des pratiques au changement climatique, préservation des ressources naturelles (notamment forestières), accès aux services de conseil et vétérinaires, renforcement des compétences techniques et en gestion, accès aux marchés locaux, appui à l'entrepreneuriat post-récolte, ou encore l'accès aux financements.

Ces connaissances alimentent les réflexions stratégiques et partenariales de l'Iram avec Enabel dans l'élaboration des prochaines interventions en RDC. ✨

# 🔗 Accompagner l'AFD dans le renouvellement de son appui aux organisations de producteurs

La durabilité des systèmes alimentaires repose principalement sur l'agriculture familiale. Dans ce contexte, l'Iram a accompagné le Groupe AFD dans le renouvellement de son appui aux organisations paysannes à travers la réalisation d'un bilan de ses interventions et l'identification de nouvelles perspectives de soutien.

Les organisations de producteurs et productrices (OP) jouent un rôle clé pour regrouper et accompagner les exploitations familiales agricoles dans leurs processus de production et de mise en marché, et pour les représenter dans le dialogue autour des politiques publiques.

Fin 2024, l'Iram a conduit une étude qui a retracé l'évolution de ce rôle dans le développement agricole et la transformation des systèmes alimentaires, pour ensuite mettre ce panorama en regard du bilan du soutien de l'AFD aux OP. Ce bilan a été réalisé à travers l'analyse du portefeuille de projets depuis 2008 et l'analyse qualitative d'un échantillon d'études de cas. Il a été complété par des entretiens avec des acteurs clés du domaine et jalonné d'ateliers de réflexion avec un groupe de travail de l'AFD. Enfin, ce bilan a contribué à l'élaboration d'une note de positionnement de l'AFD et l'organisation d'une conférence en décembre 2024. De ces travaux est ressortie l'élaboration collective de recommandations en matière d'accompagnement des OP par le Groupe AFD.

Le Sommet sur les systèmes alimentaires organisé par les Nations-Unies en 2021 a mis en avant le rôle des OP pour la transformation des systèmes alimentaires, que l'étude a précisé à travers cinq grands leviers d'actions : la gestion durable des ressources, les services à la production, l'agrégation des produits, le dialogue avec les parties prenantes de l'écosystème agricole, et la représentation des intérêts des agriculteurs familiaux dans les politiques publiques.

D'après l'analyse des projets du portefeuille du Groupe AFD, les appuis ont majoritairement ciblé les leviers économiques : renforcement des services à la production et du conseil au sein des filières agricoles, ainsi que l'accompagnement de la structuration des organisations. L'analyse souligne également une augmentation du nombre de financements depuis 2008 (de moins de 5 à plus de 25 projets par an). Une majorité des appuis est octroyée sous forme de subventions (84%), et près d'une quarantaine de pays ont été ciblés. Enfin, les études de cas documentent le renforcement de capacités des OP et leur rôle important dans la gestion foncière ou hydraulique (comme les périmètres irrigués au Cambodge), la création de valeur ajoutée et répartition équitable à travers les signes de qualité (par exemple les indications géographiques ou le commerce équitable), la restructuration des services de conseil agroécologiques

Coopérative  
Commercialisation  
Améliorer  
Local Réalisation  
Semences Développer Économique  
Dispositif Familiales Infrastructures  
Renforcer  
Appui Cadre Eau  
Contribuer Conseil Œuvre Territoire  
Capacités  
Accès Rurales  
Filière Agro  
Services Revenus  
Produits  
Structuration  
Connaissances

Principaux mots-clés mobilisés dans les objectifs des interventions de l'AFD en soutien aux organisations paysannes

(comme FIFATA à Madagascar), ou encore l'élaboration de politiques publiques (tels que les stocks de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest).

L'étude a dégagé différentes perspectives pour renforcer le soutien aux OP : la réaffirmation de l'engagement du Groupe AFD vis-à-vis des OP, l'appui au partenariat avec les acteurs des chaînes de valeur et des territoires, une meilleure prise en compte des OP dans le dialogue politique ou encore le développement de financements hybrides. 🌟

# 🕒 Soutenir la résilience des populations rurales dans le Grand Sud de Madagascar

Depuis fin 2024, l'Iram accompagne l'action Résilience financée par l'Union européenne qui vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations du Grand Sud de Madagascar et à soutenir les institutions en charge d'offrir des services adaptés face aux chocs socio-éco-climatiques.



Marché au manioc au lever du jour, à Tsiombe, région Androy. © Laurent Liagre (Iram)

Les régions Androy et Anosy comptent parmi les plus enclavées, les moins développées et, avec un taux de pauvreté multidimensionnelle supérieur à 80%, parmi les plus pauvres de Madagascar. Elles concentrent près de 40% de la population nationale en insécurité alimentaire élevée et plus de 30% des enfants de moins de 5 ans en situation de malnutrition. Les taux d'accès aux services sociaux de base (scolarisation, accès à l'eau potable, etc.) y sont également les plus faibles. La population a doublé voire triplé entre 1993 et 2018, selon les districts de ces régions.

À l'exception de la côte sud-est d'Anosy, ces régions sont marquées par un climat semi-aride, avec une grande variabilité des précipitations et des températures ainsi qu'une importante érosion éolienne qui pèsent sur les systèmes de production des ménages ruraux basés sur les cultures vivrières (patate douce, maïs, manioc) et l'élevage.

Dans un environnement marqué par la défaillance des services publics, les systèmes d'activité des populations sont fragilisés, malgré l'existence de quelques filières agricoles porteuses (arachide, grains secs, riz), et d'emplois en nombre limité dans les villes ou dans les mines artisanales (mica, vanadium, graphite). L'équilibre des ménages repose en partie sur les migrations vers le nord du pays. Dans certaines zones, en cas de sécheresse aggravée, leurs moyens de subsistance s'inscrivent dans une dépendance à l'aide alimentaire, limitant les processus de décapitalisation.

Initiée fin 2024 pour une durée de 5 ans, l'action Résilience – qui est une composante du programme Pacte Vert financé par l'Union européenne – vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et à soutenir les institutions en charge d'offrir des services adaptés face aux chocs socio-éco-climatiques dans le Grand Sud.

Dans ce cadre, l'Iram, Eco Consult et l'IRD/Université de Bordeaux se sont vus confier par l'Union européenne la mission d'assistance technique en charge de la coordination et du suivi de l'action qui mobilisera (i) les différentes agences des nations Unies (PAM, FAO, UNICEF, PNUD) dans les domaines des infrastructures, de la gouvernance des collectivités, des systèmes d'information, de la gestion des risques et catastrophes, et (ii) les ONG pour l'appui conseil aux ménages agricoles.

Spécificité de l'intervention, un dispositif d'observatoires animé par des centres de recherche nationaux et internationaux aura pour mandat d'analyser les dynamiques de développement. L'instauration d'un dialogue science et société avec les acteurs locaux (organisations de la société civile, institutions publiques et collectivités locales, projets) soutiendra, à partir des résultats obtenus, les processus d'élaboration des politiques. ✨

# 2

## CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE LA DURABILITÉ ET LA RÉSILIENCE DES SYSTÈMES PASTORAUX

En 2024, l'Iram a poursuivi son accompagnement de longue date aux stratégies visant à sécuriser la mobilité pastorale et à améliorer le dialogue politique entre acteurs de la gouvernance des espaces pastoraux aux différentes échelles. L'hydraulique pastorale, les enjeux de commercialisation et l'accès aux ressources pastorales ont fait l'objet de travaux approfondis.

### CEDEAO, MAURITANIE ET TCHAD

2019 > 2024

Assistance technique du Projet Élevage et pastoralisme intégrés et sécurisés en Afrique de l'Ouest (PEPISAO)

PARTENAIRES

Cilss, Issala, LARES

FINANCEMENT

AFD

### BURKINA FASO, MALI, MAURITANIE, NIGER, SÉNÉGAL ET TCHAD

2022 > 2027

Appui conseil pour la mise en œuvre des composantes « Gestion des paysages et amélioration de la gouvernance » et « Amélioration des chaînes de valeur bétail » du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS-2)

FINANCEMENT

Banque mondiale, Cilss, FAO

### CAMEROUN, TCHAD, NIGER ET NIGERIA

2023 > 2024

Étude de référence sur la transhumance dans la région du bassin du lac Tchad (dans le cadre du projet PETRA)

FINANCEMENT

GIZ



### FRANCE, MAROC ET TUNISIE

DEPUIS 2023

Animation d'un dialogue politique entre les acteurs de la régulation de l'accès aux ressources pastorales en Méditerranée

PARTENAIRES

IRD, CRDA Médenine, ORMVAO, FAI

FINANCEMENT

AFD

### CEDEAO, MAURITANIE ET TCHAD

2024

Appui à l'organisation du Forum «Nouakchott+10» pour évaluer les progrès réalisés et poser les jalons d'une nouvelle feuille de route pour répondre aux besoins des communautés pastorales

PARTENAIRES

Banque mondiale, Cilss, Cirad

FINANCEMENT

Banque mondiale, multi-bailleurs



### MAURITANIE ET SÉNÉGAL

2023 > 2025

Mise en œuvre du projet «Prévention des conflits et résilience des systèmes alimentaires transfrontaliers» (PCR-SAT)

PARTENAIRES

Grdr (chef de file), Ipar, Amassa, Tenmiya

FINANCEMENT

AFD

### CAMEROUN, TCHAD ET NIGERIA

2024 > 2028

Mise en œuvre du projet régional d'appui au pastoralisme et à la commercialisation du bétail (PASCO)

PARTENAIRE

Action Contre la Faim

FINANCEMENT

AFD



Activités détaillées pages 19 & 20.

# 🕒 Nouakchott+10: une décennie d'actions pour les communautés pastorales et agropastorales

En novembre 2024 à Nouakchott, décideurs politiques, organisations pastorales, secteur privé et société civile de l'Afrique de l'Ouest se sont rassemblés lors d'un Forum sur le pastoralisme. Cet événement dont l'Iram a appuyé l'organisation a évalué les progrès réalisés ces dix dernières années en matière de sécurisation des systèmes pastoraux et posé les jalons d'une nouvelle feuille de route.



Lecture de la déclaration du Forum de Haut Niveau Nouakchott+10.

© Comité technique Foncier & Développement

En 2013, réunis à N'Djamena puis à Nouakchott, les chefs d'État et de gouvernement de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel appelaient à soutenir la résilience des systèmes de productions agropastorales et pastorales.

Dix ans plus tard, les États et institutions régionales engagés dans le développement des élevages et la sécurisation des systèmes pastoraux ainsi que leurs partenaires, ont voulu tirer un bilan des engagements pris et tracer de nouveaux horizons d'action collective.

Organisé du 6 au 8 novembre 2024, le Forum Nouakchott+10 a ainsi rassemblé plus de 200 personnes pour évaluer les résultats de la mise en œuvre de la Déclaration de 2013, les succès obtenus et les difficultés rencontrées. Il s'agissait également de susciter de nouveaux engagements face aux enjeux et défis actuels et de planifier les futurs investissements pour renforcer la résilience et la productivité du secteur de l'élevage dans la région.

Le Forum était placé sous le portage politique de la République Islamique de Mauritanie et organisé par le Cilss, avec l'appui de la Banque mondiale, la Cedeao et l'UEMOA, et de nombreux partenaires techniques et financiers.

L'Iram et l'Unité Mixte de recherche «Systèmes d'élevage méditerranéens et tropicaux» (Selmet) du Cirad, ont appuyé la préparation et l'organisation de cette conférence. L'Iram a contribué au bilan des engagements de

2013, à la production de la note de cadrage et des notes thématiques, au positionnement, en amont de la conférence, des organisations de la société civile pastorales (forum d'Abidjan organisé avec le Comité technique Foncier et Développement), ainsi qu'à l'élaboration du programme des trois jours de conférence. L'Iram a directement facilité la construction progressive de la nouvelle déclaration politique publiée par les Ministres le 8 novembre 2024.

Dans un contexte politique régional complexe, l'enjeu était de déboucher sur une vision partagée des défis à surmonter pour un pastoralisme plus reconnu pour sa pertinence et sa contribution à l'économie régionale des pays sahéliens et des pays côtiers. La Déclaration en appelle aux États et aux populations à mutualiser leurs efforts dans un esprit de coopération et d'intégration régionale, de solidarité, de tolérance et de partage pour construire ensemble la paix et le développement des territoires ruraux, pastoraux et agro-pastoraux, en valorisant les différents systèmes d'élevage et en renforçant la complémentarité entre agriculture et élevage. Elle oriente l'action sur l'opérationnalisation de la stratégie régionale pour le développement des élevages et la sécurisation des systèmes pastoraux en Afrique de l'Ouest et au Sahel, élaborée avec l'appui du Projet élevages et pastoralisme intégrés et sécurisés en Afrique de l'Ouest, accompagné par l'Iram, le Larès et le bureau Issala, et adoptée en 2024. 🌟

# 🔗 Appuyer le pastoralisme et la commercialisation du bétail dans le Bassin du Lac Tchad

Fort de son expérience de longue date en appui au pastoralisme dans la région, l'Iram s'est vu confier une étude sur les axes de transhumances entre le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Nigeria. Cette étude a alimenté le lancement d'un projet financé par l'AFD sur le commerce de bétail transfrontalier dans le bassin du lac Tchad.



Marché à bétail de Moulkou, dans la région de Mayo Kebbi Est au Tchad. © Cédric Bernard (Iram)

Dans les territoires du Bassin du Lac Tchad, la commercialisation du bétail sur pied fait vivre une multitude d'acteurs sur les marchés et le long des routes de transhumance et commercialisation. Véritables poumons économiques des territoires, les activités pastorales sont également au cœur des enjeux de environnementaux, fonciers et sociaux.

Dix ans après la fin du projet d'appui à la filière bovine au Tchad et un an après la clôture du Programme d'appui au développement pastoral au Tchad, l'Iram s'est vu confier en 2024 la réalisation de travaux d'analyse sur la transhumance transfrontalière entre le Tchad, le Niger, le Cameroun et le Nigeria ainsi que sur le lien entre ces mouvements et les circuits de commercialisation du bétail.

L'étude réalisée pour le compte de l'agence de coopération allemande (GIZ) a permis de faire remonter des attentes fortes des acteurs en termes de sécurisation des espaces vitaux de la transhumance et de développement des liens sociaux et économiques; d'actions et animation de dialogues à des échelles territoriales complémentaires; de renforcement des structures de gestion existantes; et des initiatives de régulation transfrontalière de la transhumance.

Cette étude a alimenté le démarrage en mars 2024 du Projet d'appui au pastoralisme et à la commercialisation du bétail (Pasco) dans les territoires transfrontaliers du Cameroun, de Nigeria et du Tchad. Financé par l'AFD et

mis en œuvre avec Action Contre la Faim pour deux ans, il vise à améliorer et valoriser la contribution du secteur de l'élevage à la transformation des systèmes alimentaires durables et à la résilience des économies de ces pays. Le projet s'inscrit en appui aux acteurs des filières pastorales dans un contexte de recomposition des circuits de commercialisation du bétail sur pied en raison notamment de l'insécurité persistante dans et autour de l'état de Borno au Nigeria.

Cette recomposition s'appuie sur un maillage de marchés, d'infrastructures, d'acteurs et d'accords sociaux préexistants qui doivent évoluer pour s'adapter et répondre à une hausse de la fréquentation des circuits par les humains et les troupeaux. En 2024, l'équipe du projet a lancé - en collaboration avec les acteurs des filières, collectivités territoriales, services techniques déconcentrés et autorités nationales - des études et travaux dans les provinces, régions et États concernés pour une caractérisation des axes de commercialisation, l'identification des filières d'élevage locales porteuses et des partenaires de mises en œuvre dans les territoires.

Cette phase d'amorçage, qui a également permis l'installation d'une équipe à N'Djamena, permettra de préciser les activités prioritaires pour le développement économique des territoires et la mise en œuvre de stratégies, politiques et réglementations favorables au commerce du bétail aux différentes échelles d'intervention. 🌟

# 3

## CONTRIBUER À PROTÉGER LES POPULATIONS VULNÉRABLES DES RISQUES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELS

En 2024, l'Iram a continué d'appuyer les processus d'institutionnalisation des programmes de filets sociaux en cours en Afrique subsaharienne. L'Iram a aussi poursuivi ses activités sur les enjeux de nutrition, notamment en accompagnant plusieurs pays d'Afrique à évaluer les progrès et défis en matière de nutrition dans le cadre des engagements Nutrition 4 Growth. Historiquement au cœur des activités de l'Iram, les systèmes alimentaires ont été au cœur de plusieurs activités ainsi que d'une journée de réflexion interne.

### MADAGASCAR, MAURICE, SEYCHELLES ET COMORES

2021 > 2024

Assistance technique pour la mise œuvre du programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (SANOI)

PARTENAIRE

LandelMills

FINANCEMENT

UE

### BURKINA FASO, MALI, MAURITANIE, NIGER, NIGERIA, CAMEROUN, RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ET TCHAD

2023 > 2024

Évaluation de la réponse d'urgence du PAM au Sahel et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest

PARTENAIRE

Key Aid

FINANCEMENT

PAM

### SIERRA LEONE

2024 > 2026

Recherche appliquée pour identifier, avec les acteurs nationaux, des voies de transition pertinentes dans le cadre du projet Sustainable Agri-food System Intelligence Science-Policy Interface

PARTENAIRES

CIRAD, Agrinatura

FINANCEMENT

UE

### MONDE

2023 > 2024

Synthèse d'études sur les interventions du PAM en matière d'adaptation au changement climatique

PARTENAIRE /

FINANCEMENT

PAM

### FRANCE / MAYOTTE

2023 > 2024

Assistance à l'élaboration et à la préfiguration de la mise en œuvre de la stratégie du Projet Alimentaire Territorial de la Communauté d'Agglomération Dombéni Mamoudzou

PARTENAIRE

Mzé Conseil (Chef de file)

FINANCEMENT

Communauté d'Agglomération Dembeni Mamoudzou

### AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

2024

Contrat Cadre pour l'organisation d'évaluations du PAM

PARTENAIRES

SalvaTerra, Key Aid, Prospect, LARES

FINANCEMENT

PAM

### BÉNIN, CÔTE D'IVOIRE, GUINÉE, MAURITANIE, SÉNÉGAL, TOGO ET TCHAD

2023 > 2024

Appui à 7 pays d'Afrique de l'Ouest pour l'évaluation des progrès et des défis nationaux dans la mise en œuvre des engagements Nutrition 4 Growth en Afrique de l'Ouest

PARTENAIRE

Expertise France

FINANCEMENT

UE

### AFRIQUE DE L'OUEST ET SAHEL, MADAGASCAR, MOZAMBIQUE, COMORES ET DJIBOUTI

2024 > 2025

Appui technique au développement, intégration, mise en œuvre, suivi et évaluation des engagements en matière de nutrition en Afrique

PARTENAIRE

Expertise France

FINANCEMENT

UE

### CEDEAO, MAURITANIE ET TCHAD

2023 > 2025

Assistance technique à la phase intérimaire du Projet d'appui au stockage de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

PARTENAIRES

Issala, LARES

FINANCEMENT

AFD



Activités détaillées pages 22 & 23.

# 🔗 Transition des systèmes alimentaires, une réflexion transversale pour l'Iram

Si la nécessité de rendre les systèmes alimentaires plus durables peut faire consensus, les voies de la transition, les échelles d'intervention, les leviers à mobiliser sont en débat. Les activités de l'Iram sont très connectées à ces enjeux et les équipes se sont saisies du sujet depuis 2021, pour intégrer ces réflexions dans leurs travaux.



Forum du Projet Alimentaire Territorial organisé le du 27 novembre 2023 par la Communauté d'Agglomération Dembéli Mamoudzou, avec l'appui de l'Iram et de M'zé Conseil. © Communauté d'Agglomération Dembéli Mamoudzou

Le système alimentaire mondial génère des externalités socio-économiques, environnementales, nutritionnelles et sanitaires qui ne sont pas soutenables, et fait face à des déficits croissants liés aux changements climatiques et aux transitions démographiques.

Les systèmes alimentaires sont historiquement au cœur des activités de l'Iram, qui accompagne les acteurs œuvrant pour une transition de ces systèmes vers plus de durabilité, de souveraineté alimentaire des territoires et une meilleure prise en compte des enjeux nutritionnels. L'Iram contribue aussi depuis des décennies à la production de connaissances pour alimenter les politiques publiques agricoles et alimentaires. En 2021, les différentes équipes thématiques de l'Iram se sont engagées dans des échanges réguliers pour mettre en commun les réflexions issues de leurs expériences. Ces partages ont notamment donné lieu en septembre 2024 à une journée technique interne.

## EN 2024, LES TRAVAUX MENÉS PAR L'IRAM QUI ALIMENTENT CETTE RÉFLEXION S'ORGANISENT AUTOUR DE TROIS AXES :

**DES RÉFLEXIONS MÉTHODOLOGIQUES EN SOUTIEN D'UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE :** Dans le cadre du projet SASI-SPI financé par l'Union européenne et mené en partenariat avec des institutions membres de Agrinatura, l'Iram conduit une recherche appliquée pour identifier, avec les acteurs nationaux, des voies de transition pertinentes en Sierra Leone. Ces travaux ont permis de dégager une question de recherche prioritaire pour

le pays : « comment s'assurer que la stratégie agricole gouvernementale contribue à la diversité des régimes alimentaire ? ». Une méthodologie a été élaborée pour collecter des données qualitatives sur deux territoires en 2025. La Sierra Leone présentera ses choix de transition lors du Sommet de Rome en juillet 2025.

## DES TRAVAUX VISANT À RENFORCER L'ARTICULATION ENTRE TERRITOIRES ET SYSTÈMES ALIMENTAIRES :

L'Iram appuie par exemple les politiques locales à Mayotte avec l'élaboration d'un Projet alimentaire territorialisé financé par la Communauté d'Agglomération Dembéli Mamoudzou. L'Iram mène aussi des travaux renforçant les liens et le dialogue entre les acteurs de la filière lait au sein du territoire de la périphérie de Niamey à travers le projet Nariindu au Niger (financement AFD, CFSI et DCI). À plus large échelle, en partenariat avec le Larès et Issala et avec l'appui financier de l'AFD, l'Iram appuie le renforcement de la politique régionale de stockage de sécurité alimentaire de la Cedeao, un instrument clé pour la souveraineté de cet espace face aux crises alimentaires.

## L'ACCOMPAGNEMENT DE LA DEMANDE DES MARCHÉS POUR DES PRODUITS DE QUALITÉ, IDENTIFIÉE COMME UN VECTEUR DE LA TRANSITION DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES :

L'Iram travaille depuis plusieurs années sur les normes de qualité. En 2024, une étude de faisabilité a été réalisée pour le développement d'une indication géographique sur le riz de Kampong Speu au Cambodge. L'Iram a également produit une note de capitalisation sur les liens entre IG et environnement dans le cadre du projet Promotion des IG en Asie du Sud Est, mis en œuvre avec le Gret, le Cirad, Artefact Certipaq. 🌟

# 🕒 L'Iram en appui à 13 pays en vue du sommet Nutrition for Growth 2025

L'Iram a accompagné 13 pays d'Afrique pour le sommet Nutrition for Growth de Paris-2025 à travers une assistance technique perle mobilisant et appuyant les acteurs nationaux pour la formulation d'engagements considérant les priorités des pays, et cohérents avec le cadrage du Sommet.



**NUTRITION**  
**FOR GROWTH**  
**PARIS 2025**

Forum du Projet  
Alimentaire Territorial organisé  
le du 27 novembre 2023  
par la Communauté  
d'Agglomération Dombéni  
Mamoudzou, avec l'appui  
de l'Iram et de M'zè Conseil.

Logo du sommet Nutrition  
for Growth de Paris-2025

Les sommets Nutrition for Growth (N4G) sont organisés tous les quatre ans depuis 2013 afin de mobiliser la communauté internationale en faveur de la nutrition. Après Tokyo en 2021, Paris a accueilli le sommet N4G en mars 2025. Ces rendez-vous réguliers sont l'occasion pour les pays, les donateurs, la société civile et le secteur privé de prendre et de renforcer des engagements en faveur de la nutrition. Leurs engagements sont rendus publics sur une plateforme en ligne et les acteurs sont invités à informer régulièrement des progrès réalisés.

Ces engagements sont cruciaux pour les pays d'Afrique dont le développement est impacté par la malnutrition sous toutes ses formes. Ils soulignent les priorités du pays ainsi que la volonté de renforcer la nutrition et de s'inscrire dans un cadre de redevabilité transparent. Ce sont des opportunités de construire un plaidoyer, de développer des partenariats et de mobiliser autour de la lutte contre la malnutrition.

L'Iram est intervenu en 2024 à la demande du projet EU4SUN financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France, pour appuyer sept pays d'Afrique de l'Ouest membres du réseau Scaling Up Nutrition (SUN) dans l'évaluation des progrès réalisés depuis le sommet de Tokyo. Cet exercice a été étendu à 5 pays et doublé d'un appui à la formulation des engagements pour le sommet de Paris dans 13 pays. En fin d'année 2024, le projet Capacity For Nutrition (C4N) mis en œuvre par la GIZ et financé par l'UE et le Ministère fédéral allemand

de la Coopération économique (BMZ), a proposé à l'Iram d'adapter son approche pour accompagner trois pays sahéliens dans la préparation du Sommet.

L'Iram a développé une approche méthodologique conçue pour permettre l'appropriation de l'évaluation et de la formulation par les représentants des gouvernements, mais également la participation la plus large possible des différentes parties prenantes nationales pouvant contribuer à l'amélioration de la situation nutritionnelle. L'équipe Iram a développé des outils, animé des ateliers nationaux et régionaux, répondu aux demandes d'appui technique à distance des pays en s'adaptant aux besoins spécifiques de chacun.

L'assistance technique a veillé à ce que les priorités identifiées par les acteurs nationaux soient retranscrites au mieux dans les engagements formulés; l'Iram a également incité les acteurs à rechercher des synergies et mettre en cohérence les engagements N4G et ceux pris en faveur de la transition des systèmes alimentaires. Par ailleurs, l'équipe a assuré tout au long de la mission la transmission des lignes directrices du Sommet Paris-2025 mais aussi les exigences normatives du cadre mondial de redevabilité pour la nutrition du Global Nutrition Report.

Au-delà de la préparation des engagements pour le sommet de Paris, ce travail a contribué à renforcer les capacités des acteurs nationaux et a permis à l'Iram d'enrichir sa compréhension de la gouvernance de la nutrition dans ces pays et au niveau mondial. 🌟

# 4

## CONTRIBUER À UN DÉVELOPPEMENT ET UN AMÉNAGEMENT PLUS DURABLE ET CONCERTÉ DES TERRITOIRES

L'Iram est engagé depuis plusieurs décennies dans des actions d'appui au développement local, avec une attention particulière donnée à l'appui à la gouvernance locale, la planification locale et le financement du développement local. En 2024, ces appuis se sont poursuivis dans de nombreux pays et territoires différents.

### COLOMBIE, CAMEROUN, SÉNÉGAL ET TUNISIE

2023 > 2024

Évaluation transversale des projets de l'AFD contribuant à accompagner les processus politiques de décentralisation ou les collectivités territoriales

PARTENAIRES

Ciedel et Groupe Huit

FINANCEMENT

AFD

### CÔTE D'IVOIRE

2023 > 2024

Accompagnement de l'élaboration du Plan Vert de la Région de La Mé

PARTENAIRE /

FINANCEMENT

GIZ



### RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ET RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

2020 > 2026

Appui technique à l'intégration de l'approche territoriale dans les projets de la coopération belge (Enabel) en République démocratique du Congo et en République centrafricaine

PARTENAIRES

Ceformad, Ciedel, Gret

FINANCEMENT

Enabel

### FRANCE

2023 > 2024

Accompagnement à l'élaboration des stratégies Relations internationales de Collectivités territoriales françaises dans le cadre du dispositif DCOL

FINANCEMENT

Collectivités accompagnées, CUF, AFD, Caisse des dépôts

### BURKINA FASO, MALI ET NIGER

2018 > 2024

Mise en œuvre du Projet 3 Frontières

PARTENAIRES

AVSF, Ciedel, Gret

FINANCEMENT

AFD



Activités détaillées pages 25 & 26.

# 🕒 Un «plan vert» pour la gestion durable des ressources naturelles de la Région de la Mé en Côte d'Ivoire

L'Iram a accompagné la Région de la Mé dans l'élaboration de son plan vert, un des premiers de Côte d'Ivoire. Celui-ci est une concrétisation de la volonté de la Région de placer la gestion durable de ses ressources naturelles au cœur de son développement.



Face à la régression de ses formations forestières, la Région de la Mé a décidé d'agir en concertation avec ses habitants, les services de l'État et ses partenaires pour conserver et restaurer son couvert forestier. L'arbre représenté sur cette photographie est un Makoré.

© EFI

Située au Sud de la Côte d'Ivoire, la Mé, en comparaison des autres régions du pays, exceptée celle de Cavally qui abrite le célèbre Parc National de Taï, dispose encore d'une couverture forestière significative. Mais, à l'image du reste du pays, les formations forestières de la Région ont fortement régressé ces dernières années. La forêt qui occupait près de 70% du territoire régional il y a 25 ans n'en représente aujourd'hui qu'un peu plus de 15%. Ce sont surtout les cultures de rente qui ont remplacé la forêt et particulièrement le cacao, dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial.

Face à cette situation, la Région a décidé d'agir en concertation avec ses habitants, les services de l'État et ses partenaires pour conserver et restaurer son couvert forestier. Les motivations écologiques et climatiques en sont évidentes mais il s'agit aussi d'améliorer et de diversifier les revenus de sa population. Elle s'inscrit par-là dans les objectifs «Zéro déforestation» que s'est fixés la Côte d'Ivoire pour la production agricole.

Dans le cadre d'un programme d'appui à la promotion des filières agricoles, la GIZ a proposé au Conseil régional de mobiliser l'Iram pour l'accompagner dans l'élaboration d'une stratégie de gestion et conservation des ressources naturelles et d'identifier des actions prioritaires pour la mettre en œuvre.

L'Iram a ainsi coordonné le diagnostic participatif en matière de gestion de ressources naturelles (état des

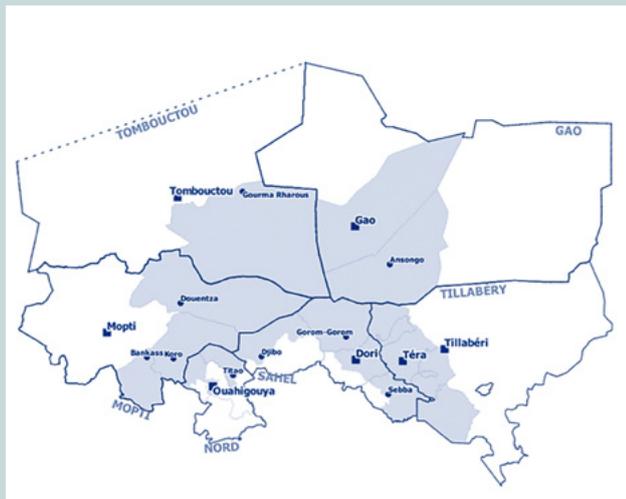
ressources, enjeux principaux, initiatives en cours), préparer et animer les ateliers de planification regroupant les principaux acteurs concernés, élaborer les documents de planification. Ces travaux ont fait l'objet d'une large diffusion médiatique du fait de leur caractère innovant en Côte d'Ivoire.

Trois axes ont été donnés au plan: (i) la mise en œuvre d'une agriculture durable, notamment concernant les cultures de rente, le cacao mais aussi le palmier à huile et l'hévéa; (ii) la préservation et la gestion de espaces forestiers, et (iii) la diminution des nuisances sur l'environnement, particulier celles en lien avec l'orpaillage qui se développe de manière massive dans la Région.

Ces travaux ont permis de souligner les défis auxquels la région fait face des points de vue environnemental qu'économique, la gestion durable des forêts étant fortement reliée avec les activités productives. En effet, les normes nationales et internationales sur la production de cacao sans déforestation amènent les producteurs à devoir envisager des modes de production associés à des contraintes et des coûts parfois difficiles à supporter. Les autorités de la Région entendent soutenir leurs producteurs dans ces nouvelles démarches mais sont conscientes de leurs moyens limités. La présence et l'intérêt de plusieurs partenaires techniques et financiers durant les ateliers peut permettre d'espérer un engagement de leur part pour les y aider. 🌟

# ➤ Contribuer au développement et à la paix des territoires de la région des Trois Frontières

Le projet trois Frontières mis en œuvre par l'Iram en consortium avec le Gret, AVSF et le Ciedel depuis 2019 dans le Liptako Gourma s'est achevé en fin 2024. L'année 2024 a été celle du bilan et de la capitalisation des expériences du projet.



Carte de la zone d'intervention.

© Projet Trois Frontières



Mare de Gossi.

© Projet Trois Frontières

Pour tenter de répondre aux défis que connaît cette zone fortement affectée par la crise politico-sécuritaire sahéenne depuis le milieu des années 2010, le projet régional Trois Frontières a été mis en place dans la région frontalière du Liptako Gourma depuis juillet 2019 pour s'achever en octobre 2024. Financé par l'Agence française de développement, il a été mis en œuvre par un consortium d'ONG du Groupe Initiatives composé de l'Iram (en partenariat avec l'ONG RAIL), du Gret (Burkina Faso), d'AVSF en partenariat avec le bureau d'études PROMAN et l'AOPP (Mali) et du Ciedel en partenariat avec Delta C (appuis transversaux). Une direction régionale, portée par l'Iram et basée à Ouagadougou, a assuré la coordination générale du projet.

Dans l'objectif global de contribuer au développement et à la paix des territoires transfrontaliers, trois résultats étaient attendus : l'amélioration de la viabilité des filières agro-pastorales pour générer durablement des emplois locaux et augmenter les revenus des productrices et les producteurs ; l'amélioration par les collectivités locales de l'accessibilité des équipements, infrastructures et services socio-économiques prioritaires au regard de l'apaisement des conflits ; le renforcement du dialogue social.

Malgré une situation qui n'a cessé de se dégrader tant des points de vue politique (coups d'État notamment), diplomatique (tensions diplomatiques entre la France

et les « autorités de transition » au pouvoir dans les trois pays) que sécuritaire, le projet a pu atteindre des résultats significatifs. Il a pu accompagner les acteurs des filières agro-pastorales, et en particulier les organisations de producteurs, dans le renforcement de leurs capacités de production, de transformation et de stockage et d'intégration économique des jeunes femmes et hommes. Il a aussi permis la mise en place dans les 35 communes concernées au Burkina Faso et au Niger, de près de 250 équipements de service public qui sont, malgré la crise, pour leur grande majorité, fonctionnels aujourd'hui. Des investissements à vocation transfrontalière ont également été implantés ou rénovés, comme le surcreusement de la mare de Gossi et la réfection de son barrage qui permet d'abreuver des dizaines de milliers de têtes de bétail venus de tout le Liptako Gourma. Le projet a enfin appuyé des initiatives d'organisation de la société civile, de jeunes particulièrement, en matière de cohésion sociale (rencontres, débats, activités culturelles et sociale intercommunautaires...).

L'année 2024, a été l'occasion pour le consortium de capitaliser sur les méthodes et outils utilisées pour la mise en œuvre du projet. Ces réflexions ont alimenté les travaux du Groupe Initiatives sur les principes et modalités d'intervention en zones de crise qui ont fait l'objet de l'édition d'un Traverses (publication du GI) et d'un atelier de réflexion organisé par l'AFD sur ces questions. ✨

# 5

## SOUTENIR LA VIABILITÉ DE FILIÈRES PORTEUSES DE PROGRÈS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

L'Iram travaille depuis longtemps à améliorer les conditions de production et la valorisation économique des produits agricoles et à développer des activités rurales tout le long de la filière, en amont et en aval de la production. En 2024, cette implication est restée forte dans plusieurs régions du monde.

### MADAGASCAR

2020 > 2028

Assistance technique à la mise en œuvre du programme d'appui au financement de l'agriculture et aux filières inclusives (Afafi) dans le centre de Madagascar

PARTENAIRES

Best, ECO consult

FINANCEMENT

UE

### CAMBODGE, LAOS, VIETNAM ET MYANMAR

2023 > 2024

Évaluation à mi-parcours du projet ASSET, visant à rendre les systèmes agricoles et alimentaires de l'Asie du Sud-Est plus durables, sûrs et inclusifs

PARTENAIRES /

FINANCEMENT

AFD, FFEM, UE

### MADAGASCAR

2023 > 2025

Accompagnement de la mise en place d'un modèle de système participatif de garantie de la qualité du lait et de ses produits transformés auprès des acteurs bénéficiaires du projet ProfilAIT

PARTENAIRE /

FINANCEMENT

UE

### BÉNIN

2021 > 2024

Étude de faisabilité et appui au démarrage du projet d'appui au développement et aux investissements agricoles productifs au Bénin (PADIAP)

PARTENAIRE

BRLi

FINANCEMENT

AFD

### LAOS

2024

Évaluation du Fonds de soutien aux Projets Innovants de la Société Civile et Coalitions d'Acteurs (PISCCA)

PARTENAIRE /

FINANCEMENT

MEAE

### COMORES

2024

Élaboration des outils cartographiques du projet AFIDEV, qui vise à améliorer la compétitivité des filières d'exportation vanille, ylang-ylang et girofle

PARTENAIRE /

FINANCEMENT

AFD

### CEDEAO

2024 > 2028

Appui à la mise en œuvre du projet d'appui à l'Offensive Lait en Afrique de l'Ouest (PAOLAO)

PARTENAIRES

CIRAD, Gret, LARES

FINANCEMENT

AFD

### CAMBODGE, LAOS ET MYANMAR

2020 > 2024

Mise en œuvre du projet pour la promotion et la reconnaissance des Indications Géographiques

PARTENAIRES

Arte-Fact, Cirad, Certipaq, Gret, REDD

FINANCEMENT

AFD

### CAMBODGE

2023 > 2024

Capitalisation des activités des membres du Groupe initiatives sur les organisations dans les filières et la gestion de la qualité

PARTENAIRES

Agrisud International, APDRA, AVSF, Geres, Gret

FINANCEMENT

AFD

### MADAGASCAR

2024

Évaluation décentralisée des Projets d'appui aux politiques et stratégies de développement agricoles (PAPSA) et d'amélioration de la productivité agricole (PAPAM) à Madagascar

PARTENAIRE /

FINANCEMENT

AFD

### NIGER

2023 > 2026

Mise en œuvre du projet Nariindu visant à approvisionner durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs au Niger

PARTENAIRE

Karkara

FINANCEMENT

AFD, CFSI - FdF, Coopération monégasque

### BÉNIN

2020 > 2024

Mise en œuvre de la composante «soutien au développement de la filière piscicole» du Projet d'Appui au Développement des Filières Protéiniques au Bénin (PADéFIP)

PARTENAIRES

APDRA (chef de file), AquaDED

FINANCEMENT

AFD



Activités détaillées pages 28 à 30.

# 🕒 Indications Géographiques: un outil pour des filières rémunératrices et durables

Depuis une quinzaine d'années, les Indications Géographiques apparaissent en Asie du Sud-Est comme un outil de valorisation de produits dont la qualité et la réputation sont liés à leurs origines spécifiques et à des traditions de production ancrées dans l'histoire et dans les territoires. L'Iram a appuyé leur développement ces dernières années.

De 2020 à 2024, l'Iram a participé à la mise en œuvre du projet pour la promotion et la reconnaissance des Indications Géographiques (IG) au Cambodge, au Laos et au Myanmar, aux côtés du Gret, d'ARTE-FACT, du Cirad, de Certipaq et du REDD, ainsi que des départements de la Propriété intellectuelle des pays concernés.

Le projet, financé par l'Agence française de Développement, a permis d'initier ou de renforcer plusieurs Indications Géographiques emblématiques. L'accent a été mis sur le renforcement des capacités d'organisations interprofessionnelles des acteurs des filières pour développer les cahiers des charges, élaborer et mettre en œuvre les outils de traçabilité et de contrôle de la qualité. La promotion et le développement de nouveaux marchés a également été un axe de travail important, avec quelques beaux succès comme celui du «thé Komaen» (Laos), primé en 2023 au concours AVPA des Thés du Monde à Paris.

Les IG permettent une meilleure rémunération des producteurs et productrices et sont un facteur de développement local et de création d'emplois. Elles permettent de maintenir une compétitivité de modes traditionnels de production et peuvent être des outils importants de protection de la biodiversité et de l'environnement. C'est un aspect sur lequel l'Iram a en particulier travaillé en 2024. Par exemple, l'IG «miel sauvage de Mondulkiri» (Cambodge), à travers les obligations de son cahier des charges, contribue à la préservation des colonies d'abeilles géantes (*Apis dorsata*) et à leur habitat. La valorisation de la production traditionnelle de sel de Kampot et Kep est un atout pour maintenir la viabilité de modes de production anciens et les écosystèmes particulier des marais salants. A Houaphan et Xiengkhouang (Laos) les IG contribuent à valoriser des modes de productions agroécologiques du riz Khao Kai Noi.

Les Indications Géographiques sont aussi un élément de structuration des filières qui favorisent le dialogue et le partenariat entre les agriculteurs et les acteurs de la transformation et de la commercialisation des produits.



Récolte des feuilles de thé dans le village de Ban Komaen, à Phongsaly, Laos. Jean-Marie Brun (ARTE-FACT) © AFD

Au Myanmar, l'association des producteurs, riziers et commerçants du riz Pawsan de la région de Shwe Bo s'est renforcée, malgré les difficultés du contexte, autour du projet d'enregistrement de l'IG. Le projet a aidé les acteurs de cette vaste filière à se doter d'un outil digital de gestion de la traçabilité, permettant un suivi de la production des parcelles jusqu'au produit final.

Beaucoup reste à faire pour consolider certaines de ces associations de gestion des IG, encore jeunes, pour leur permettre de réaliser tout leur potentiel et d'atteindre le niveau de maturité d'IG solidement établies comme le Poivre de Kampot au Cambodge. ✨

# 🗨 Comores: accompagner une gestion durable et collaborative de l'information géographique

En 2024, l'Iram a accompagné le ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat des Comores dans la structuration de ses données cartographiques, avec un accent particulier sur la pérennité des dispositifs et le renforcement des capacités des acteurs nationaux.

Le développement d'outils cartographiques pour l'aide à la décision s'accompagne souvent d'un faible niveau d'appropriation par les acteurs locaux et d'une durabilité limitée des dispositifs mis en place. Aux Comores, l'Iram a fait le choix d'une approche privilégiant les solutions open source et collaboratives.

En 2024, dans le cadre du projet d'Appui aux filières d'exportation et au développement rural (Afidev) financé par l'AFD et mis en œuvre par Expertise France, l'Iram a réalisé un diagnostic de l'écosystème de l'information géographique aux Comores. Ce travail a révélé la richesse des données existantes mais aussi leur dispersion et le manque de coordination entre les acteurs. Face à ces constats, l'Iram a proposé une démarche structurée autour de principes forts: valorisation des bases de données héritées des interventions passées, adoption des standards internationaux (principes FAIR - Findable, Accessible, Interoperable, Reusable), et utilisation des plateformes collaboratives (OpenStreetMap, OpenAerialMap, Zenodo, Geonode).

La mise en œuvre a débuté par l'accompagnement des Centres ruraux de développement économique dans l'élaboration d'enquêtes de terrain via KoboToolbox, permettant de cartographier les capacités des acteurs des filières de rente (vanille, girofle, ylang-ylang) et maraîchères dans les zones d'intervention du projet. Un important travail de consolidation des données cartographiques existantes a aussi été mené, notamment sur les zones de reboisement sur Anjouan, les bassins versants et l'agro-forêt du Karthala.

Face à l'obsolescence des référentiels cartographiques, l'Iram a mené un travail de plaidoyer auprès du ministère de l'Agriculture et de ses partenaires pour l'acquisition de nouvelles images satellites haute résolution et d'un modèle numérique de terrain précis, indispensables au suivi des changements territoriaux rapides que connaît l'archipel. L'accent a été mis sur l'importance de rendre ces référentiels facilement accessibles, en proposant le recours à des technologies modernes de stockage des données (Cloud Optimized GeoTIFF) permettant un accès «en streaming» via le web ou des logiciels SIG.

L'accompagnement se poursuit en 2025 avec la mise en place d'une base de données et d'une plateforme web pour faciliter la centralisation et le partage des données cartographiques d'intérêt général. Des formations sont



également programmées pour renforcer les capacités des acteurs locaux dans l'utilisation de KoboToolbox, de Zenodo ou encore de Geonode.

Cette expérience aux Comores illustre l'importance d'une approche équilibrée entre solutions techniques et renforcement institutionnel. Les difficultés rencontrées par le passé avec la maintenance des serveurs locaux ont conforté le choix de privilégier des solutions d'hébergement mutualisées pour garantir la pérennité des données. Cette réflexion nourrit l'accompagnement de l'Iram sur les transitions numériques dans le champ du développement rural. 🌟

## 🔍 L'Iram aux côtés des filières laitières en Afrique de l'Ouest et à Madagascar

Les filières laitières sont primordiales en Afrique de l'Ouest et à Madagascar sur les plans nutritionnel, socio-économique et culturel. Leur développement est toutefois entravé par de nombreuses contraintes, face auxquelles l'Iram accompagne plusieurs initiatives.



Test de la Qualité du lait au CCV ONILAIT à Madagascar. © Jean-Marie Brun (ARTE-FACT & Iram)

En Afrique de l'Ouest, la production laitière est estimée à 4,5 milliards de litres, pour une consommation par habitant de plus de 42 litres par an. L'élevage représente jusqu'à 15 % du PIB dans certains pays de la région. La Cedeao s'est dotée en 2020 d'une stratégie régionale pour la promotion des chaînes de valeur du lait local en Afrique de l'Ouest (« Offensive Lait ») qui vise à doubler la production de lait local à l'horizon 2030 et faire progresser la part du lait local incorporé dans les produits transformés par les industries laitières à 25% du volume.

Lancé en 2024, le Projet d'appui à l'offensive lait en Afrique de l'Ouest financé par l'AFD appuie la Cedeao pour le pilotage de sa stratégie régionale et encourage également des initiatives pilotes de structuration de la filière lait dans la région, ainsi que des actions de promotion de la consommation du lait local. L'Iram est chargé de l'assistance technique à ce projet, avec le Cirad, le Gret et le Larès. Les connaissances générées et les initiatives pilotes réalisées alimenteront les réflexions de la Cedeao sur d'éventuelles évolutions en matière de politiques commerciales, fiscales ou économiques incitatives.

L'Iram s'investit par ailleurs sur le terrain en faveur d'initiatives d'appui aux filières locales. En périphérie de Niamey au Niger, le projet Nariindu, mis en œuvre par l'Iram et Karkara avec un financement de l'AFD, du

CFSI et de la DCI Monaco, accompagne 1500 éleveurs et éleveuses pour faire progresser la structuration amont de la filière et ainsi approvisionner trois centres de collecte périurbains en lait local. Ces centres fournissent plusieurs entreprises industrielles et semi-industrielles de Niamey, dont les produits laitiers - encore essentiellement confectionnés à base de poudre de lait - alimentent un important marché urbain.

À Madagascar, dans le cadre du projet Profilait financé par l'Union européenne, l'Iram accompagne l'interprofession laitière Malagasy Dairy Board dans la mise en place de systèmes participatifs de garantie, associant éleveurs et collecteurs organisés autour de centres de collecte et de transformation du lait. Ces systèmes visent à consolider et certifier les pratiques garantes de la qualité du lait collecté, dans des bassins de production et de consommation où coexistent plusieurs circuits et différents types de qualité. L'offre laitière totale à Madagascar est estimée à 157 000 tonnes de lait et la consommation de l'ordre de 7 litres par an : l'élevage laitier se concentre sur les régions des plateaux et 15 à 25% de la consommation sont issus des importations de poudre de lait.

Ces différentes expériences alimenteront notamment les réflexions de notre journée d'études du 25 juin 2025 consacré au développement des territoires pastoraux sahéliens et méditerranéens. 🌟

# 6

## LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS LIÉES AU GENRE ET À LA JEUNESSE

En 2024, l'Iram a poursuivi ses interventions sur les jeunes rurales ainsi que sur les inégalités de genre. Souvent, ces activités s'inscrivent dans le cadre de projets relevant de nos différents axes structurants, qu'il s'agisse d'élaborer des plans d'action sur le genre ou de former des équipes à la prise en compte des enjeux spécifiques aux femmes et aux jeunes. Plusieurs études permettant d'affiner la connaissance de certains contextes et enjeux ont aussi été menées.



### CAMEROUN, MADAGASCAR ET TOGO

2023 > 2025

Étude sur la formation agricole et rurale de masse

PARTENAIRES

Institut Agro, TERO, FERT, Réseau FAR

FINANCEMENT

AFD



### MAURITANIE

2022 > 2025

Appuis à la mise en œuvre du projet "Graine de citoyenneté : Programme d'appui à la société civile et à l'insertion intégrale de la jeunesse"

PARTENAIRES

Grdr (chef de file) et 47 ONG

FINANCEMENT

AFD



### FRANCE

2022 > 2025

Projet Place aux jeunes !

PARTENAIRES

Engagé.e.s et Déterminé.e.s (chef de file) et une douzaine d'organisations de la société civile de solidarité internationale et/ou de jeunesse et d'éducation populaire.

FINANCEMENT

AFD

### ANGOLA

2023 > 2025

Projet d'appui à la formation agricole et rurale

PARTENAIRES

Sfere (chef de file) Institut Agro Montpellier, Egis-Forhom, FoodProcessing

FINANCEMENT

AFD et UE



### BURKINA FASO, MALI ET NIGER

2024

Capitalisation régionale sur les jeunes dans le cadre du projet Trois Frontières

PARTENAIRES

AVSF, Gret et organisations impliquées dans le projet 3F

FINANCEMENT

AFD



### BURKINA FASO, MALI ET NIGER

2024

Étude sur l'approche genre en zone de crise, dans le cadre du projet Trois Frontières

PARTENAIRES

AVSF, Gret et organisations impliquées dans le projet 3F

FINANCEMENT

AFD



### COLOMBIE, OUGANDA

2024 > 2025

Étude sur les inégalités de genre dans l'accès aux services financiers des migrants, dans le cadre de la capitalisation transversale des projets soutenus par la FISONG 2021

PARTENAIRES

Humanity and Inclusion, Marmelade, Mercy Corps

FINANCEMENT

AFD

### BURKINA FASO

2021 > 2024

Recherche-action « Le pastoralisme et la jeunesse pastorale au Burkina Faso : Mise à jour des connaissances et actions pour un contrat social ».

PARTENAIRES

Cirad, Gret

FINANCEMENT

FAO, MEAE, AFD



Activités détaillées pages 32 et 33.

# 🕒 Pour une meilleure prise en compte des jeunesses et de leur pouvoir d'agir

En 2024, l'Iram a poursuivi son engagement en faveur des jeunes femmes et hommes dans ses actions de terrain et ses travaux d'analyse, permettant d'améliorer notre compréhension de leurs trajectoires d'autonomisation ainsi que notre capacité à accompagner leur insertion économique, sociale et politique et leur pouvoir d'agir.



Un camp de jeunes étudiants et scolaires des communes d'intervention du projet 3 Frontières, organisé à Kollo en septembre 2022 par l'Iram et le RAIL pour renforcer la cohésion sociale.

© Iram & RAIL

Dans le cadre du Programme «Trois Frontières» au Burkina-Faso, Mali, Niger (cf. page 26), un processus de capitalisation et d'apprentissage collectif a été conduit sur les expériences d'accompagnement des jeunesses dans les domaines du développement d'activités économiques, de la cohésion sociale et de l'engagement citoyen. Cette démarche de capitalisation a permis de traiter des enjeux de ciblage des jeunes femmes et hommes par les organisations partenaires, des déterminants et effets de la crise sécuritaire sur les trajectoires d'autonomisation des jeunes, et de la place des jeunes dans la gouvernance des organisations et des territoires.

Cette démarche de capitalisation est valorisée dans le film de capitalisation «Graine d'Espoir» et une série de capsules réalisés par l'association burkinabé SemFilms.

L'Iram poursuit également son engagement aux côtés des jeunesses en Mauritanie et en France en tant qu'organisation membre de deux programmes engagés en faveur du renforcement du pouvoir d'agir des jeunesses: le programme «Graine de Citoyenneté» (2022-2025) en Mauritanie et le programme «Places aux Jeunes!» (2022-2025) en France.

Par ailleurs, en 2024, l'Institut Agro, Fert, le réseau FAR, l'Iram et TERO ont conduit une étude sur la formation agricole et rurale de «masse» en Afrique Subsaharienne

pour le compte de l'Agence française de développement. Située à la croisée d'enjeux démographiques, d'emploi des jeunes femmes et homme et de développement des territoires ruraux, cette étude a pour objet de soutenir l'identification de stratégies de renforcement des acteurs de la formation agricole et rurale dans la mise en place de dispositifs de FAR de «masse» pour les différents publics cibles. Dans ce cadre, un travail exploratoire mené à une échelle territoriale a été engagé sur les modalités informelles d'apprentissages paysans dans trois pays (Cameroun, Madagascar, Togo). Les résultats de cette étude seront finalisés en 2025.

Enfin, l'Iram travaille sur les enjeux d'inclusion économique et sociale des jeunes et des femmes dans le cadre du Projet régional d'appui au pastoralisme et à la commercialisation du bétail dans les territoires transfrontaliers Cameroun-Nigéria-Tchad (cf. p. 20). Un travail de diagnostic sur ces enjeux a été initié en 2024 et sera poursuivi en 2025. 🌟

## 🔗 En matière de genre, l'Iram poursuit ses interventions adaptées à chaque contexte

Dans toutes ses actions, l'Iram s'efforce de prendre en compte la différenciation de genre selon les domaines d'intervention (agricole, pastoral, rural, urbain...) et selon les secteurs d'activité (filères, microfinance...), tout en les articulant aux autres formes d'inégalités (économiques, sociales, intergénérationnelles).



L'exploitation agricole, biologique et très diversifiée, de Rose Adoum est un bel exemple de système agroécologique en périphérie de Niamey. © Christophe Rigourd (Iram)

En 2024, l'approche de l'Iram en matière de genre s'est matérialisée dans le cadre de plusieurs activités dont trois sont ici mises en avant.

Une étude sur les femmes, les rapports de genre et l'agroécologie au Niger a été réalisée dans le cadre du projet ACOTAF, financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Elle confirme que les femmes se retrouvent, la plupart du temps sans soutien, à prendre en charge des cultures vivrières indispensables à l'alimentation familiale et montre comment elles ont développé des pratiques agricoles, souvent héritées de leurs mères, moins consommatrices d'intrants chimiques. Les pratiques qui rejoignent les principes de l'agroécologie leur permet ainsi de remplir leur rôle social genré (alimentation, santé, soin) tout en faisant face aux contraintes de genre qu'elles rencontrent (ressources limitées). L'étude confirme aussi qu'au Niger comme ailleurs, les femmes sont très peu touchées par le conseil agricole. Elle identifie des pistes pour y remédier.

Ces derniers mois, l'Iram a également mené la capitalisation transversale des deux projets soutenus en Ouganda et en Colombie par la FISONG 2021 de l'AFD sur l'inclusion financière des migrants. Réduire les inégalités de genre dans l'accès aux services financiers des migrants constitue un des axes de ces projets et de cette capitalisation. En effet, les femmes migrantes font face d'une part au «gender-gap» de l'inclusion financière et d'autre part à la vulnérabilité de la situation migratoire.

Face à ces défis communs aux deux pays, l'étude montre que les projets ont adopté des démarches adaptées : dans le cas *Cerrando Brechas* en Colombie, une approche transformative des relations de genre en intégrant également les hommes dans les activités et les formations ; dans le cas de *Refine* en Ouganda, les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) constituées de 70% de femmes, dont le fonctionnement très ouvert est une solution adaptée aux contraintes des femmes migrantes.

L'année 2024 a aussi permis de mener des réflexions sur l'approche genre en zone de crise. Démarré au terme du projet *Trois Frontières au Sahel* (cf. p. 26), un processus de capitalisation devait notamment questionner la prise en compte du genre. Ont été mis en avant : la définition du plan d'action sur la base d'un diagnostic contextualisé en lien avec la situation d'insécurité ; les outils mobilisés pour les formations «genre et filières» et «genre et appui à la maîtrise d'ouvrage des collectivités» ainsi que la démarche adoptée pour la capitalisation «genre et cohésion». L'impact de l'insécurité croissante sur les contraintes de genre et les adaptations requises ont également été soulignés, de même que la dimension transversale du genre dans les groupes de travail, ateliers régionaux, activités et études, coordination avec les partenaires. ✨

# Sources de financement et partenaires

## NOS SOURCES DE FINANCEMENT

- \* Agence belge de développement (Enabel)
- \* Agence française de développement
- \* CFI - Agence française de développement des médias
- \* Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement
- \* AgroParisTech
- \* Association française pour l'eau, l'irrigation et le drainage
- \* Banque mondiale
- \* Caisse des dépôts
- \* CCFD-Terre Solidaire
- \* Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes France
- \* Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
- \* Cités unies France
- \* Comité français pour la Solidarité Internationale
- \* Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel
- \* Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
- \* Communauté d'agglomération Dembény Mamoudzou
- \* Coopération monégasque au développement
- \* Coordination Sud - Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel
- \* Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
- \* Direction de l'agriculture de Polynésie française
- \* Direction du développement et de la coopération de la Confédération Suisse
- \* École supérieure d'agro-développement international
- \* Entente interdépartementale des Causses et Cévennes
- \* European Forest Institute
- \* Expertise France
- \* F3E
- \* Fondation Bill & Melinda Gates
- \* Fondation de France
- \* Fonds Békou, Union européenne
- \* Fonds des Nations unies pour l'enfanceGret
- \* Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme
- \* Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale
- \* Max Havelaar France
- \* Ministère de l'Agriculture et du développement rural du Cameroun
- \* Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales du Cameroun
- \* Ministère de l'Élevage et des Productions animales - Tchad
- \* Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France
- \* Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement de Mauritanie
- \* Réseau FAR
- \* Organisation de coopération et de développement économiques
- \* Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- \* Programme alimentaire mondial
- \* Plateforme pour la gestion des risques agricoles / Fonds international pour le développement agricole
- \* Sciences Po Paris
- \* SOS Faim Belgique
- \* Union européenne

## NOS PARTENAIRES

- \* Action contre la faim (ACF)
- \* ADE
- \* ADICOR
- \* AEDA Consult
- \* AEDES
- \* AGER
- \* AFCI
- \* Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF)
- \* AgroParisTech
- \* Amassa
- \* Ambre
- \* APDRA
- \* AquaDeD
- \* Arte-Fact Development & Agri-Food Consulting
- \* Association des organisations professionnelles paysannes du Mali (AOPP)
- \* Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (Apess)
- \* Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (Aren)
- \* Au Secours
- \* BRLI
- \* Bureau d'expertise sociale et de diffusion technique (Best)
- \* Bureau Issala
- \* Care International
- \* CARI
- \* CartONG
- \* CCFD-Terre Solidaire
- \* Ceformad
- \* Centre d'études et de recherches sur le développement international (Cerdj)
- \* Centre international d'études pour le développement local (Ciedel)
- \* Cerfrance
- \* Certipaq
- \* Cirad
- \* Collectivités territoriales du Sahel (C3 Sahel)
- \* Comité de coopération avec le Laos (CCL)
- \* Commissariat régional au développement agricole de Mednine en Tunisie
- \* Crédit rural de Guinée
- \* Croix-Rouge française
- \* Échelle - Appui au développement
- \* Éco Consult
- \* Écodev Conseil
- \* Engagé.e.s et Déterminé.e.s
- \* Éval-Dev
- \* Fédération des Alpagnes de l'Isère
- \* Fédération des Paysans du Fouta Djallon
- \* Fédération des Unions de groupements paysans du Niger (Mooriben)
- \* Fert
- \* FoodProcessing
- \* Forhom
- \* Gemdev
- \* Gerson Lehrman Group
- \* GITEC-IGIP Consulting Group
- \* GNAP
- \* GRADD
- \* GRDR
- \* Gret
- \* Groupe Huit
- \* Groupe initiatives
- \* Groupe URD
- \* Humanity and Inclusion (Handicap international)

- \* Horus
- \* Hub rural
- \* Hystra
- \* ICI
- \* Inades Formation
- \* Initiatives développement (ID)
- \* Institut Agro Montpellier
- \* Institut d'études du développement de la Sorbonne (ledes)
- \* Institut d'études politiques de Lille
- \* Institut national de la recherche agronomique du Niger
- \* Insuco
- \* Inter-Archi
- \* Inter-réseaux Développement rural
- \* Institut de recherche pour le développement (IRD)
- \* IPAR
- \* Istom
- \* Karkara
- \* KeyAid Consulting
- \* Kinomé
- \* Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (Lares)
- \* Laboratoire d'économie rurale et de sécurité alimentaire de l'université de Bangui
- \* Landell Mills
- \* LCG
- \* Marmelade
- \* Mercy Corps
- \* Mzé Conseil
- \* Nitidae
- \* Nodalis
- \* Norwegian Refugee Council
- \* Nodalis
- \* Nyéta Conseil
- \* Office régional de mise en valeur agricole de Ouarzazate au Maroc
- \* Oxfam Intermón
- \* PEM Consult
- \* Prospect
- \* Ramboll
- \* Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre
- \* Réseau Bilital Maroobé (RBM)
- \* Réseau d'appui aux initiatives locales (Rail)
- \* Réseau des chambres d'agriculture du Niger (Reca)
- \* Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa)
- \* Réseau FAR
- \* SalvaTerra
- \* Sciences Po Paris
- \* Sevea
- \* Sfere
- \* SHER
- \* SOS Faim Belgique
- \* Sud Conseil
- \* Tenmiya
- \* TEREA
- \* TERO
- \* ThinkPlace
- \* Université Cheikh Anta Diop de Dakar
- \* Université de Lille 1
- \* Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- \* Université de Rennes 1
- \* Ville de Gennevilliers



# Rapport financier

En 2024, le Groupe IRAM enregistre un résultat déficitaire de 429 761 euros. Cette situation s'explique principalement par l'achèvement de plusieurs projets, le démarrage de nouveaux et par un contexte géopolitique complexe dans certaines zones d'intervention privilégiées. Le volume d'activité s'établit ainsi à 7,6 millions d'euros, contre 11,6 millions d'euros en 2023.

Malgré ce repli conjoncturel, la solidité financière de l'organisation reste assurée, portée par les excédents cumulés des années précédentes. En 2025, l'IRAM s'attache à redéployer ses actions vers de nouvelles zones géographiques et à adapter ses charges à l'évolution de ses missions.

*Les comptes de l'IRAM ont été certifiés sans réserve par le cabinet de commissariat aux comptes Doucet, Beth & Associés.*

## Bilan groupe IRAM en euros

Immobilisations inc. et corp.	115 075
Participations	460 223
Créances rattachées à des part.	
Autres immobilisations financières	5 814
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>581 112</b>

Clients et comptes rattachés	1 296 967
Autres créances	11 849 072
VMP	279 616
Dispo	1 383 883
<b>Total actif circulant</b>	<b>14 809 538</b>

Charges constatées d'avance	72 077
-----------------------------	--------

<b>Total actif</b>	<b>15 462 727</b>
--------------------	-------------------

Capital social	434 079
Réserves	1 208 095
Report à nouveau	1 565 404
Résultat	-429 761
<b>Fonds propres</b>	<b>2 777 818</b>

<b>Provision (dont risque)</b>	<b>500 710</b>
--------------------------------	----------------

Dettes et fournisseurs rattachés	1 592 332
Dettes fiscales et sociales	5 190 337
Autres dettes	8 755
Produits constatés d'avance	5 392 775
<b>Sous total autres passifs</b>	<b>12 184 199</b>

<b>Total passifs</b>	<b>15 462 727</b>
----------------------	-------------------

## Compte de résultat en euros

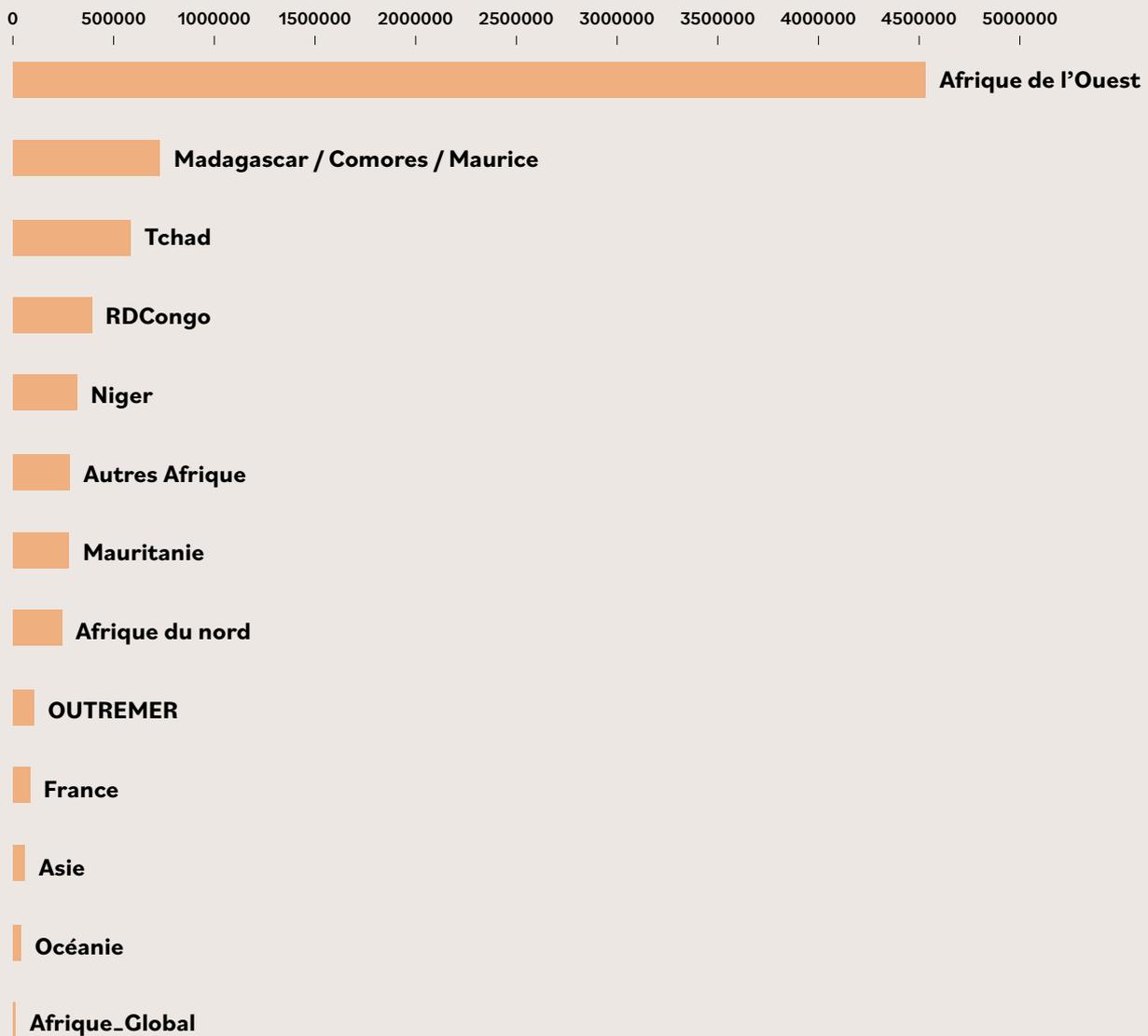
Production de services	7 652 747
Autres produits liés exploitation	-
Frais liés aux opérations	4 575 346
<b>= Marge brute</b>	<b>3 077 400</b>

- Frais généraux	550 896
- Salaires	2 335 003
- Impôts et taxes	21 682
<b>= Excédent brut d'exploitation</b>	<b>-576 506</b>

+ Produits et charges divers	-9 450
- Dotation aux amortissements	20 341
- Dotation aux provisions	-54 644
<b>= Résultat brut d'exploitation</b>	<b>-551 653</b>

+ Résultat financier	20 739
+ Résultat exceptionnel	2 725
- Impôts sociétés	-98 428
<b>= Résultat net</b>	<b>-429 761</b>

## Volume d'activité par pays



## Répartition du budget par métier



## Origine des financements



# Nos dernières publications



AMSIDDER L., ANVROIN M., BONNET B., ERCEAU J. et ROUSSEAU C-I., 2023. *Développement local au sortir de la turbulence : l'exemple du projet I Yeke Oko (2019 - 2023)*. Iram, 105 p.



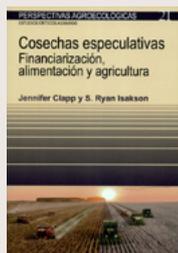
AMSIDDER L., ALARY V., DUTEURTRE G. AND MNAOUER I., 2024, "The economic contribution of camel-based livestock systems in North-African drylands: the case of East and South Moroccan provinces". PASTOR. RES. POLICY PRACT.



AMSIDDER L. ET BONNET B., 2024, *Régulations pastorales et changements climatiques: regards croisés entre territoires pastoraux au Maroc, en Tunisie et en France*, REGARDS SUR LE FONCIER N°20, COMITÉ TECHNIQUE « FONCIER & DÉVELOPPEMENT », AFD, MEAE.



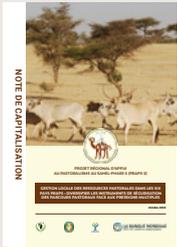
BÉNARD C., 2024, *Quels sont les rôles et leviers des marchés à bétail en tant que pôles économiques dynamiques et structurants dans l'économie locale sahélienne? Analyse comparée des marchés de Karmé (Tchad) et de Soubdou (Niger)*, MÉMOIRE DE MASTER, IRAM-LE MANS UNIVERSITÉ



DOLIGEZ F. 2024, *Note de lecture: « Jennifer Clapp & S. Ryan Isakson. Cosechas especulativas. Financiarización, alimentación y agricultura »*, REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT, 254 | 2024, 209-210.



LALLAU B., AMSIDDER L., ANVROIN M., BONNET B., TIDJANI I., ARCHAMBAUD L., 2025, « Retrouver sa place après la guerre. Quel retour pour les éleveurs de la Mambéré Kadéï (République Centrafricaine)? », REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT N°257/2025-1.



CORRERA A., BOTONI E., BONNET B., CÉDAT S., ARHAN T., DOUMBIA B., AININA Y., FALL A., SOULEY B., BÂ Y., NGAROUSSA HAMAT C., HALIL A., KOANDA S., NEBIE G. C., 2024: *Gestion locale des ressources pastorales dans les six pays PRAPS: diversifier les instruments de sécurisation des parcours pastoraux face aux pressions multiples*, NOTE DE CAPITALISATION, PROJET RÉGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS).



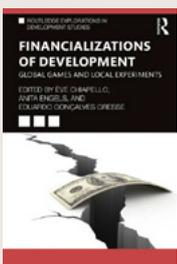
ANCEY V., MAGNANI S., RANGÉ C. ET PATAT C. 2024. *Le pastoralisme et la jeunesse pastorale au Burkina Faso*. GRET, IRAM, RÉSEAU BILLITAL MAROUBE.



DOLIGEZ F., GOÏTA M., MEES M. ET NARH G. 2024 “*Financer les transformations agricoles et alimentaires*”, REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT, N°254 | 2024, 7-52.



IRAM ET PRODIG. 2024. *Artisanat minier et développement rural: un filon à risques ?* BULLETIN DE VEILLE THÉMATIQUE N°482, INTER-RÉSEAUX DÉVELOPPEMENT RURAL



DOLIGEZ F., 2024, NOTE DE LECTURE: « ÈVE CHIAPELLO, ANITA ENGELS & EDUARDO GONÇALVES GRESSE. *Financializations of Development: Global Games and Local Experiments* », REVUE INTERNATIONALE DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT, 254 | 2024, 211-212.



BONNET B., CHOTTE J.-L., HIERNAUX P., ICKOWICZ A., LOIREAU M. (COORD.), 2024. *Désertification et changement climatique, un même combat ?* ÉDITIONS QUÆ, VERSAILLES



PETIT-ROULET R., 2024, « *Concurrences et complémentarités entre agriculture et orpaillage en Guinée* », AFRIQUE CONTEMPORAINE, 2024, 1 (277)

# iram

## Comité éditorial

Henri Leturque, Liora Stührenberg

## Crédits photographiques de couverture

Jean-Marie Brun (ARTE-FACT) © AFD

## Impression

Juin 2025 (Imprimerie Bedu, Gouvieux)

L'IRAM EST MEMBRE DE :

